SI LE COUP DE FORCE EST POSSIBLE

DE CHARLES MAURRAS
ET HENRI DUTRAIT-CROZON



« Tout désespoir en politique est une sottise absolue »
Charles Maurras

Si le coup de force est possible

Charles Maurras
et
Henri Dutrait-Crozon

1910

Édition électronique réalisée par
Maurras.net
et
l'Association des Amis
de la Maison du Chemin de Paradis.

— 2010 —

Par tout le territoire, nous voulons créer un mouvement d'opinion qui soit assez intense pour susciter, le jour venu, des hommes de coup de main.

Henri Vaugeois
(Congrès de 1907).

L'Action française s'adresse au patriotisme, quand il est conscient, réfléchi, rationnel.

Fondée en 1899, en pleine crise politique, militaire et religieuse, l'Action française s'inspirait du sentiment nationaliste ; son œuvre propre fut de soumettre ce sentiment à une discipline sérieuse.

– Un vrai nationaliste, posa-t-elle en principe, place la Patrie avant tout ; il conçoit donc, il traite donc toutes les questions pendantes dans leur rapport avec l'intérêt national.
– Avec l'intérêt national, et non avec ses caprices de sentiment.
– Avec l'intérêt national, et non avec ses goûts ou ses dégoûts, ses penchants ou ses répugnances.
– Avec l'intérêt national et non avec sa paresse d'esprit, ou ses calculs privés, ou ses intérêts personnels.

En se pliant à cette règle, l'Action française fut contrainte de reconnaître la rigoureuse nécessité de la Monarchie dans la France contemporaine.

Étant donnée la volonté de conserver la France et de mettre par dessus tout cette volonté de salut, il faut conclure à la Monarchie ; l'examen détaillé de la situation démontre, en effet, qu'une Renaissance française ne saurait avoir lieu qu'à cette condition.

Si la restauration de la monarchie paraît difficile, cela ne prouve qu'une chose : la difficulté d'une Renaissance française.

Si l'on veut celle-ci, il faut aussi vouloir celle-là.

L'Action française voulait ceci et cela, elle devint donc royaliste. Chacun de ses numéros, depuis lors, tendit à faire des royalistes.

Les anciens royalistes eurent plaisir à se voir confirmer, par des raisons souvent nouvelles, dans leurs traditions et leur foi.

Mais l'Action française visa plus particulièrement ces patriotes qui sont tout enlisés encore dans le vieux préjugé démocratique, révolutionnaire et républicain ; elle dissipe ce préjugé anarchiste, et, du patriotisme rendu plus conscient, elle exprime et fait apparaître le royalisme qui s'y trouvait implicitement contenu. Beaucoup de républicains ont été ramenés ainsi à la

royauté. Bien d'autres y viendront si l'Action française est mise en état de les atteindre et de les enseigner.

Au nom des résultats acquis, en vue des résultats possibles, l'Action française demande à tous les royalistes, anciens ou nouveaux, un concours ardent, dévoué, incessant.

AUX AUTEURS
DE
« COMMENT NOUS FERONS LA RÉVOLUTION SOCIALE »
LES CITOYENS
ÉMILE PATAUD ET ÉMILE POUGET[1]
BIENHEUREUX
QUI N'EURENT PAS A EXPLIQUER
AU PUBLIC RÉVOLUTIONNAIRE
QUE DEUX ET DEUX FONT QUATRE
ET QUE LES BÂTONS
ONT
DEUX BOUTS.

[1] Émile Pataud (1869–1935) et Émile Pouget (1860–1931) furent de grandes figures du syndicalisme révolutionnaire (ou « anarcho-syndicalisme ») avec lequel l'Action française tenta un rapprochement éphémère. En 1909, ils signèrent ensemble aux éditions de La Guerre sociale une brochure de propagande préfacée par Pierre Kropotkine *Comment nous ferons la Révolution* qui appelle les militants du mouvement syndical français à ne pas hésiter à recourir au sabotage et à l'action directe. (N. D. É.)

Les premiers matériaux de cette brochure appartiennent à une série d'articles publiés dans la revue *L'Action française* en janvier, février et mars 1908, c'est-à-dire dans les trois mois qui précédèrent l'apparition de *L'Action française* quotidienne.

Il est à peine nécessaire de noter que, depuis, la propagande royaliste a fait des progrès magnifiques. Toutes nos prévisions ont été dépassées. Certaines lignes de l'opuscule feront sourire par la réserve et la modestie de nos premières évaluations. On sourira bien davantage quand l'opération que nous conseillons sera faite. Non seulement, dira chacun, le Coup était une chose possible, mais elle était d'une enfantine facilité, et l'Action française a péché par excès de scrupule et de modération.

Si le coup de force est possible

Quiconque lit *L'Action française* y rencontre sans cesse deux idées qu'on ne trouve guère que là.

Il faut, dit-elle, constituer un état d'esprit royaliste.

Et dès que cet esprit public sera formé, on frappera un coup de force pour établir la monarchie.

Ce coup de force est légitime, puisqu'il brise un régime dont toutes les pensées tendent à tuer la patrie.

Ce coup de force est nécessaire, car il est impossible d'en finir autrement avec ce régime démocratique et républicain.

Notre propagande, conclut *L'Action française*, fait donc une conspiration à ciel ouvert. Ayant condamné le régime, travaillons à l'exécuter.

Assurément, tous les royalistes, qu'ils soient ou non ligueurs de l'Action française, admettent la nécessité de constituer un état d'esprit royaliste au moyen d'une propagande énergique.

Quand il s'agit du « Coup », l'entente est moins complète. Les membres de l'Action française se heurtent quelquefois aux objections multiples que soulèvent surtout les esprits désireux de faire montre de bon sens et de modération.

Nous estimons au-dessus de tout la juste mesure. Mais qui donc a dit qu'il ne faut pas être plus sage que la sagesse ou qu'il n'est pas tout à fait sage de l'être trop ? C'est ce qu'il convient de rappeler d'abord à nos doux critiques.

Ici, trop de sagesse conduit à délirer.

Ils sont, en effet, trop lucides pour concevoir que la monarchie, seul principe de l'ordre religieux, civil et militaire, puisse être rétablie par le moyen électoral ou par la simple diffusion des idées justes. À moins d'événements imprévus devant lesquels toutes les objections faites au « Coup » tomberaient aussi d'elles-mêmes, le gouvernement tient les urnes et ne les lâchera point ; d'autre part, une propagande purement intellectuelle, si elle se prolonge sans aboutir à l'acte, trouvera sa limite fixe et sa barrière insurmontable dès qu'elle abordera les détenteurs du pouvoir et leur clientèle. Quelle que soit la force de cette propagande, elle ne pourra les persuader de quitter la place dont

ils vivent ; ils s'obstineront à rester tant qu'ils ne seront pas chassés. Les meilleures paroles n'y feront jamais rien.

Mais, si l'on ne peut croire aux effets de la propagande toute nue, ni aux fortunes d'un scrutin qui, de sa nature, est conservateur du désordre, à quelle voie, à quel moyen se confier ? Hors les effets de la persuasion magique ou la mystification du bulletin de vote, qu'espérer et que prévoir ?

On est entre le coup de force et le néant.

Ou l'on croit à ce « Coup », ou l'on ne croit à rien, et l'on n'espère rien, et la France est perdue ; perdus aussi le temps, l'argent, les paroles qu'on ne cesse de prodiguer pour un sauvetage dont on oublie même de proposer et d'imaginer le moyen... Quand on groupe des hommes pour les diriger quelque part, il n'est pas nécessaire de leur indiquer des chemins dont l'accès soit commode. Encore faut-il leur montrer que l'on peut aboutir et que le but reste accessible. On ne saurait leur recommander d'avancer sans leur dire comment.

Dès lors, nous nous croyons tout au moins aussi sages que nos censeurs quand nous estimons que la France peut être sauvée, la république renversée et la monarchie restaurée par un coup de force, à condition que celui-ci soit appuyé et préparé par une fraction suffisante de l'opinion publique, ce à quoi notre propagande doit pourvoir.

I. — Différentes sortes de « Coup » : le numéro un

Pour commencer, il faut se garder de faire des réponses directes à qui demande « comment » le coup devra se produire. Il n'y a pas ici devoir moral ni matériel. Nous ne sommes liés par aucun itinéraire arrêté d'avance. En ce sujet, les circonstances sont maîtresses ; il est trop évident que notre effort doit s'y conformer et s'y adapter.

Le coup de force peut être frappé de haut et, moyennant un jour de crise, se réduire à l'opération de Talleyrand en 1814 ou de Monk en 1660. Celle de Talleyrand fut si parfaite qu'elle mériterait à peine le nom de « coup ». C'est un modèle de révolution gantée. Elle se passa en promenades de parlementaires et de diplomates. « La grande populace et la sainte canaille » ne s'en mêlèrent que pour approuver, acclamer et ratifier. Ce que les auteurs libéraux appelleraient la soldatesque n'eut pas à bouger. Étant donnée la situation à laquelle la Révolution et l'Empire avaient acculé le pays, on ne pouvait mieux concevoir, ni manœuvrer plus heureusement. Ce qui subsistait de pouvoirs subordonnés suffit à assurer le transfert du pouvoir suprême [2].

Quant à Monk, son jeu parlementaire et diplomatique se compliqua d'un rôle de chef d'armée serviteur et conducteur de l'opinion populaire. Ses va-et-vient ressemblent à des manœuvres de police plus qu'à des opérations militaires ; il n'eut pas à verser le sang. Nous ne saurions dissimuler nos préférences de conservateurs-nés pour cette manière de procéder. Le coup d'État ainsi conduit réalise sans contredit la forme la plus pure, la plus nette et, osons dire, la plus « propre » de ces changements de régime, toujours gros d'embarras et de périls publics.

Mais les conservateurs se montrent bien légers quand ils assurent que, dans certains cas, tout pourra se réduire à un marché financier. Non. Qui réserve sa confiance à l'unique pouvoir de l'argent court grand risque d'être

[2] On verra au chapitre VIII comment les *Purs* et les *Saints* du Sillon ont dénaturé non seulement la pensée et la signification de cette page, mais, pour nous mieux calomnier, le sentiment dans lequel nous l'avons écrite.

déçu. Son obsession digne d'usuriers juifs ou d'écumeurs parisiens n'a rien de politique. L'argent est bien la plus efficace des ruses. C'est aussi la plus vaine. On ne fait rien sans lui ni avec lui seul et, pour l'utiliser, il faut les cerveaux, les cœurs et les bras. Quelques-uns de ces bras doivent tenir le fer. La monomanie du moyen financier conduirait à beaucoup dépenser pour n'obtenir que des complications dangereuses. La propagande, qui ne se fait pas sans argent, importe beaucoup plus que l'emploi direct de l'argent à la réussite du coup de force. Quand Henri IV acheta les chefs de la Ligue, ce fut après les avoir vaincus. Il était trop subtil pour leur offrir grand-chose avant d'avoir prouvé sa force, ses adversaires étant trop à l'aise pour le jouer.

Ce qui vaut plus et mieux que l'argent pour appuyer, servir, consolider, accélérer une propagande, c'est la présence et la menace d'une bande de conspirateurs vigilants. Monk n'aurait pu oser grand-chose sans les royalistes de la cité de Londres. Talleyrand « marche » parce qu'il se souvient de la Vendée, de la chouannerie, de « Georges[3] », parce que les émissaires du roi, assez nombreux, très actifs, résolus à tout, et surtout à donner la mort comme à la recevoir, circulent dans Paris et dans les provinces. Le prince de Bénévent voit son avantage, mais il mesure aussi ses risques, risques qui ne sont pas tous du même côté. S'il n'y a pas sécurité complète à rappeler Louis XVIII, il y a des périls à ne pas le rappeler. La solution bourbonienne lui apparaît, en somme, et commode et satisfaisante ; mais on a su lui faire entrevoir quelles difficultés, quelles crises déterminerait toute solution qui ne serait pas bourbonienne. On prend sa main, on la caresse. On ne craint pas non plus de la forcer un peu. Ces comparses d'histoire rôdant derrière le théâtre et qui y font entendre le froissement discret de leurs armes courtes et sûres ne suffiraient sans doute pas ; mais l'élément est nécessaire pour entraîner et raffermir la décision de l'homme qui reste l'arbitre de tout[4].

La révolution ainsi opérée par en haut suppose donc un maximum d'action secrète joint à un capital d'efforts antérieurs. Comme dans Platon, le plus beau se trouve être aussi le plus difficile.

L'événement du XIXe siècle qui est pris parfois pour le modèle du genre, le coup d'État typique du 2 décembre 1851, ne s'est pas fait tout seul. Il a requis quatre conditions :

1. le capital moral des grands souvenirs militaires représentés par les guerres du premier Empire ;
2. la transfiguration de ces souvenirs, épurés, expurgés, tournés à la légende par une œuvre d'art collective, à la fois spontanée et concertée, à laquelle ont travaillé presque tous les écrivains, presque tous les

[3] Georges, c'est-à-dire Georges Cadoudal. (N. D. É.)
[4] Voir notre article *Mademoiselle Monk*.

artistes de la première moitié du XIXe siècle, même un légitimiste comme Balzac, un démocrate comme Hugo, un libéral comme Thiers ;

3. l'incorporation à cette légende des idées révolutionnaires, alors en vogue extrême et, dès lors, la complaisance ou parfois la complicité active des sociétés secrètes, de la Maçonnerie révolutionnaire ;
4. enfin, une conquête préalable des abords du pouvoir (analogie lointaine des victoires d'Ivry et d'Arques[5]), par la résultante des trois premières conditions ou forces précitées : l'élection du prince Louis-Bonaparte à la présidence, le 10 décembre 1848, trois années plus tôt.

De cette élection populaire à la mainmise sur tous les ressorts de l'État, condition nécessaire de la parfaite « propreté » du « Coup », il dut, en effet, s'écouler trois ans entiers de travaux d'approche, de luttes lentes, sourdes ; 1849, 1850, 1851 s'y dépensèrent.

Tantae molis erat[6] *!...*

Nous ne le disons pas pour contrarier ceux qui espèrent uniquement dans « l'opération de police un peu rude » ; les circonstances ayant changé, d'autres changements sont aussi à prévoir, même l'aplanissement de certains obstacles. Mais il importe de montrer combien la pureté exemplaire de ce coup n° 1 implique de difficultés. Sans déconseiller le moins du monde de le désirer, ni de le préparer, nous ajoutons que, si ce moyen-là est tout à fait admirable, il n'est pas l'unique. Et tant s'en faut.

Par conséquent, et à supposer même qu'il soit momentanément peu pratique (aujourd'hui que nul des nôtres ne semble figurer parmi les occupants possibles du pouvoir) on ne devrait pas en abandonner pour cela l'idée générale du Coup, car elle peut se réaliser autrement.

---

[5] Batailles d'Henri IV. (N. D. É.)

[6] *« Tantae molis erat romanam condere gentem »* (Virgile, *Enéide*, I, 33) : « Tant d'efforts ont été nécessaires pour fonder la race romaine ! » (N. D. É.)

II. — Le coup numéro deux : comparaison des deux systèmes Autres combinaisons

Infiniment plus accessible de nos jours paraîtra le coup n° 2. Mais il comporte certains risques de perturbation.

Dans ce système, on ne suppose plus l'intervention directe du maître de l'heure (Talleyrand, Monk) ou du chef de l'État (le prince-président) ou d'un chef d'armée qui règne déjà sur une partie du royaume (Henri IV).

On se fie au maître de la minute ou de la seconde, au dépositaire d'une fraction quelconque de la force publique pendant une de ces journées d'ébullition et de tumulte où, comme dit Drumont, il y a de l'électricité dans l'air. C'est l'hypothèse qu'exposait M. de Lur-Saluces à notre banquet du 15 décembre 1908, dans un passage de son discours reconstitué par Bernard de Vesins au *Petit Versaillais*. Une anecdote pleine de saveur et de sens y montre à quelles conditions ce moyen peut être employé :

> À la fin de 1899, lorsque le général Chanoine[7] donna sa démission, un vent de révolution passa sur la capitale. La population parisienne frémissante, prête aux émeutes libératrices, couvrait la place de la Concorde. Partout des troupes ; mais ces troupes elles-mêmes n'étaient pas solides, elles se sentaient en communication intime avec les patriotes qui les entouraient.
>
> Un général passa devant un régiment qui barrait le pont de la Concorde. Et le colonel lui dit en lui montrant la Chambre des députés :
>
> — Mon général, faut-il entrer ? Allez-vous enfin nous dire de marcher ?

[7] Le général Charles-Sulpice-Jules Chanoine (1835–1915) fut ministre de la Guerre pendant quelques semaines, avant de démissionner avec fracas le 25 octobre 1898. Il s'agit d'un des épisodes marquants de l'affaire Dreyfus. (N. D. É.)

> — Marcher, lui dit le général, et pour qui ?
>
> Le colonel resta sans réponse, le régiment ne marcha pas ; la partie était perdue pour la France.

Eh bien ! poursuivait M. de Saluces, quand notre propagande aura été menée d'une manière assez complète, quand l'esprit public aura été reconstitué par nos soins et d'après nos plans, quand l'alternative « république ou monarchie » aura été solidement formée dans l'opinion, ce jour-là, les colonels ne resteront pas sans réponse.

À la question *marcher, pour qui ?* ils répondront :

— *Eh ! parbleu, mon général, pour le roi !*

Si l'on voulait descendre au fond des cœurs français, on verrait combien cette pensée, même muette, y tient de place ; ils rêvent tous du chef qui oserait.

Les royalistes sont les seuls à bien savoir dans quel cas, dans quel cas unique, ce chef pourrait oser, du moins oser utilement, légitimement et validement, pour le bonheur de la nation. Mais la nation ne fait pas ces distinctions subtiles. Dans l'élément civil, on dit : le général X. . . tout court, et les conséquences de l'intervention de ce général, quel qu'il soit, n'inquiètent guère les esprits les plus timorés, tant il est vrai qu'on fait confiance à l'évocation militaire !

Mais ces conséquences éventuelles sont l'effroi des vrais soldats, car ils calculent les horreurs de la lutte armée entre enfants du même pays, « le plus grand des maux », observerait avec eux Pascal. Absolument parlant, ces possibilités sont terrifiantes.

Mais, en fait, elles ont peu de chance de se produire.

Celui qui se prononcera ralliera d'abord toute l'opposition, puis l'immense troupeau des tranquilles et des neutres. Fort de ces deux appuis, et la centralisation administrative fonctionnant [8], il ne lui sera point malaisé de

---

[8] Sur la centralisation administrative, ses effets d'aujourd'hui et ses commodités au lendemain du Coup, voir notre appendice I (Centralisation et Conspiration).

On nous objecte :

— Et si le Clemenceau régnant, chassé de la place Beauvau, imitait le Thiers de 1871 et transférait le siège de la centralisation à Versailles ?

Nous avons douté un instant que l'objection fût formée sans sourire. Pourtant il faut tout discuter. Voici trois différences : après quarante ans de démocratisme républicain, la centralisation est et doit être infiniment plus rigoureuse et plus étroite qu'au lendemain de la chute de l'Empire ; en outre, après sept mois d'investissement, le Paris de 1871 avait cessé en fait d'être le cerveau administratif et politique du pays ; enfin le gouvernement parisien se déclarait lui-même en état de révolution et il lui était difficile de rallier *de plano* des éléments administratifs, policiers, militaires, qui, même maniés par les agents du désordre, sont, en eux-mêmes, faiseurs d'ordre.

On pourrait donner les développements infinis à la distinction entre le cas de 1871 et celui de 191. . . Nous indiquons ceux-ci par déférence pour les personnes qui attirent notre attention de ce côté. Nous nous en excusons devant tous nos autres lecteurs.

dompter la faction régnante, énervée, épaissie par trente ans de curée, et dont les appuis populaires sont bien ébranlés[9].

Restent, il est vrai, l'appréhension de donner un mauvais exemple, l'exemple de la rébellion militaire, et la crainte d'ouvrir une ère de *pronunciamientos.*

— Nous ne sommes pas des généraux espagnols ni des généraux sud-américains.

L'objection serait valable pour des coups de main en faveur des régimes qui relâcheraient le lien militaire, le lien civil et le lien social. L'objection perd sa force contre des coups de main de la nature de celui que nous méditons et qui, à la faveur d'une courte période d'indiscipline, restaureront une discipline plus forte, c'est-à-dire la monarchie. Moralement, on ne donnera pas de mauvais exemple ; matériellement, la vigueur de la discipline ainsi restaurée constituera, par elle-même, une garde, une garantie. L'institution royale, une fois établie, est de celles dont on peut dire que, à moins de s'abandonner elles-mêmes, comme au temps où Rousseau a régné sous le pseudonyme de Louis XVI, elles tiennent debout par leur masse propre et par leur vertu intrinsèque. L'Espagne en fournit d'ailleurs la preuve exemplaire ; tant qu'ils n'eurent pour objet qu'eux-mêmes, avec la fortune de leurs auteurs, les coups de force successifs répondirent aux coups de force ; mais quand ils se firent pour l'amour du pays, quand l'illustre Canovas del Castillo, Martinez Campos et Pavia[10] eurent agi au nom d'une autorité régulière, tout fut changé ; l'armée se tint tranquille, la souveraine loi monarchique fortifia cet ordre qu'elle avait paru troubler un instant.

Ce coup n° 2, moins parfait, moins complet, moins pur que le n° 1, comporte donc moins de péril qu'il n'en a l'air. Il trouverait dans les circonstances de notre temps, dans nos particularités nationales et sociales d'aujourd'hui, des adjuvants et des collaborateurs précieux. Car ce genre de coup suppose, chez ses auteurs, du tempérament et le goût de jouer au milieu du danger, qui ne correspond pas mal aux tendances de notre jeunesse sportive[11].

C'est avec un personnel de préfets accomplis et d'administrateurs parfaits qu'on tente le n° 1. Des « partisans » un peu *oseurs* et casse-cou préféreront le n° 2.

---

[9] Ces lignes sont de janvier 1908. Ce n'est que le 3 août suivant que la République a été pendue en effigie sur la façade de la Bourse du travail (*cf. La République et la Question ouvrière*).

[10] Il s'agit de la restauration du roi Alphonse XII, en 1874. (N. D. É.)

[11] Ce pronostic date de janvier 1908. Les camelots du roi l'ont vérifié dès l'automne de la même année.

Mais l'on n'a pas à se guider sur l'esthétique ni à faire des choix de caprice et d'humeur. On choisit ce qui s'offre. On prend le plus facile, le plus commode, le plus court. Et la série des hypothèses concevables que l'histoire future s'offre à réaliser s'allongerait à l'infini, comme l'exposition des modèles correspondants. Il est permis de calculer :

- soit la mutinerie militaire ;
- soit une émeute populaire ;
- soit un complot proprement dit, ourdi par un petit nombre d'hommes persuadés que la victoire n'est pas aux gros bataillons, mais à la compagnie ou même à la section qui ose ; une maigre escouade, quatre hommes, un caporal, peuvent avoir raison de tout un régime s'ils ont bien choisi le moment et le point où frapper.

Le nombre, au vrai, importe peu.

> ... Un homme du peuple vêtu d'une blouse bleue, âgé de quarante-cinq à cinquante ans, barbe inculte et un peu grisonnante... cet homme, à lui seul, est venu débaucher trois compagnies, et il ne s'est pas trouvé un homme de cœur pour lui imposer silence et lui mettre la main au collet...

Telle était la majesté de ce roi de hasard, déguisé comme Ulysse. Sous cette barbe inculte et cette blouse bleue, il répandait autour de lui le sentiment d'un droit naturel et divin.

Surtout dans les grandes races comme la nôtre, la nature est inépuisable. Par le nombre et le caractère véritablement merveilleux des types d'action déjà réalisés dont toute l'histoire témoigne, on peut juger de la richesse des possibilités que l'avenir recèle et de la foison des espérances qu'il nous permet. Leur nombre et leur diversité ne sauraient être définis. Inutile de s'hypnotiser sur aucun procédé ni sur les objections que peut éveiller l'un ou l'autre. Si le coup ne se fait pas ainsi, il se fera autrement. Il suffit d'une chose ; ce sera de le vouloir avec fermeté.

Cela se démontre. Si nous appelons « tout » le tout des philosophes, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas contradiction dans les termes, ce qui n'est pas cercle carré, démocratie organisée ou République démocratique puissante, nous pouvons affirmer sans nulle hardiesse :

— Tout arrive, donc tout se peut. Il n'y a qu'à vouloir. Qu'on veuille le possible, et le réel éclot.

III. — Fortes objections résolues

— Oh ! oh ! dira quelqu'un, la chose est un peu rude !

Vous expédiez le problème en faisant bon marché de toutes les données.

Passe encore pour les coups tentés de haut ou d'à mi-côte ! Mais quand vous venez nous parler d'une émeute populaire, d'une mutinerie de soldats, de conspirations formées entre civils, vous nous faites l'effet d'un simple revenant de 1820, de 1830 ou de 1848, alors que les régimes mal établis chancelaient aux moindres secousses. Vous ne calculez pas la solidité morale du régime installé en 1877 et qu'ont fortifié les élections de 1881, 1885, 1889, 1893, 1898, 1902, 1906. Vous oubliez romantiquement que ce régime a duré [12]. Vous ne tenez non plus aucun compte de ses moyens policiers qui sont considérables et qu'il a bien en main. Vous ne songez pas davantage à son armée ; cette armée dont les seuls actes effectivement militaires n'ont été, depuis des années, que la répression des troubles civils et qui, par suite, est entraînée à ce genre d'exercice. Elle en a l'habitude et, peut-on dire, la tactique. Mais votre plus grande légèreté consiste à ne pas voir que ce qui put être fait contre les régimes antérieurs ne peut se répéter à cause des progrès de la science... Riez, monsieur, riez. Ce ne sont pas des mythes. Cela existe bel et bien, en dépit de vos antiquailles. Téléphone, télégraphe, bicyclette, automobile, permettent, en un temps très court, presque instantanément, au ministre

[12] Par romantisme, ou autrement, on a tout à fait négligé dans ce qui suit l'objection tirée de la prétendue durée de la République. Mais il ne sera pas mauvais de rappeler au bas de cette page ce qu'en a pensé M. l'abbé Lantaigne [Personnage du roman cité d'Anatole France (N. D. É.)] en un temps où le régime était plus frais et plus vigoureux qu'aujourd'hui : « Bien qu'il dure pour notre châtiment, il n'a pas la durée. Car l'idée de durée implique celle d'identité, et la République n'est jamais un jour ce qu'elle était la veille. Sa laideur même et ses vices ne lui appartiennent pas. Et vous avez vu qu'elle n'était point déshonorée. Des hontes, des scandales qui eussent ruiné le plus puissant empire l'ont recouverte sans dommage. Elle n'est pas destructible, elle est la destruction. Elle est la dispersion, elle est la discontinuité ; elle est la diversité, elle est le mal » (Anatole France, *L'Orme du mail*, 1897).

de l'intérieur, de mobiliser toutes ses forces de défense. Toute action, par surprise, est devenue une chimère à peine digne de repaître des fols comme vous.

Ainsi nous gronde un personnage que l'on aura déjà aperçu dans le théâtre de Musset et les livres d'Henri Monnier[13]. Le bon sens paraît approuver, le sens commun ratifier. Et c'est une raison majeure de nous tenir en garde. Les produits du bon sens et du sens commun sont de très haut prix, après qu'ils ont passé par l'épreuve de l'analyse ; avant l'épuration, ce n'est que le mélange du préjugé sordide à la plus divine raison.

L'argument du « progrès moderne » produit un bon exemple de cet amalgame dont le résidu fournirait une idée très juste.

Eh ! sans doute, dans une bataille rangée et aussi devant la barricade comme en construisirent nos pères, l'inégalité s'est accrue entre la troupe régulière pourvue de l'armement scientifique moderne et tous les combattants improvisés, équipés au hasard, avec des revolvers et des fusils de chasse ou d'anciens fusils de munition déclassés. Mais ce n'est pas ainsi, ce n'est pas toutes choses étant égales d'ailleurs que se posera la question entre nos deux troupes. On ne verra point face à face deux armées différenciées par le seul armement ! Des conspirateurs réfléchis ne perdront pas leur temps à construire une barricade sur l'avenue de l'Opéra. Ils auront vu cette promenade avant d'y prendre ces dispositions militaires. Ils sauront comment elle est faite. Ils n'ignoreront point que de larges voies exposées à l'arrosage des mitrailleuses se prêtent mal à ces systèmes d'un pittoresque préhistorique. Enfin ils se conformeront aux deux principes de la guerre moderne : la surprise et le bond. Le bond qui est décisif ; la surprise, élément tout moral qui désarme la défensive avant même que l'offensive ait frappé. Reste à savoir si vraiment les « progrès modernes » rendent la surprise impossible.

Ce n'est pas démontré encore ! C'est le contraire qui se démontre. Et d'abord il y a un fait. Nous avons vu tout récemment dans une ville slave outillée à la moderne comme Belgrade, une révolution de palais aboutir absolument aux mêmes résultats qui conquirent Pétersbourg et Moscou du temps des Pierre, des Paul et des Catherine. Le massacre du triste Alexandre et de l'infortunée Draga[14] constitue, indépendamment de sa lâche férocité,

[13] Henri Monnier (1799–1877), auteur dramatique et lui-même acteur, fut le créateur du personnage de M. Joseph Prudhomme, symbole du bourgeois conformiste, couard et professant des lieux communs. (N. D. É.)

[14] Le roi Alexandre Ier de Serbie, dernier souverain de la dynastie des Obrenovic, fut assassiné avec son épouse Draga le 11 juin 1903 par une conjuration d'officiers opposés à tout rapprochement avec l'Autriche et qu'on retrouvera mêlés, le 28 juin 1914, à l'attentat de Sarajevo. (N. D. É.)

un spécimen de la surprise qui réussit. Nous ne discutons pas moralité, mais possibilité [15]. Il y eut, là, surprise ; là, de nos jours.

[15] Je ne change pas un mot à ces dernières lignes, publiées en janvier 1908. On ne lira pas sans curiosité le dialogue intervenu au même propos près de deux ans plus tard, en décembre 1909, entre mon distingué confrère Léon Bailby, directeur de *L'Intransigeant*, et mon collaborateur Criton, de *L'Action française*, qui ne possédait point trop mal notre théorie du coup de force, ce à quoi M. Bailby n'est pas obligé. Criton écrivait le 18 décembre 1909 :

> M. Léon Bailby, dans *L'Intransigeant*, assure que le progrès matériel garantit les gouvernements contre tous les coups de surprise :
>
> *« Il s'est fait, entre le pouvoir central et les départements, une centralisation facilitée encore par le téléphone ; il est devenu très malaisé, en ces cinquante dernières années, d'opérer un coup de surprise. Les chefs militaires eux-mêmes ont donné la preuve de leur esprit timoré. Et quant aux ouvriers qui descendaient jadis faire des barricades, ils ont tous aujourd'hui acheté dans les grands bazars un lit et une armoire à glace. Et ils n'ont plus le désir de se faire trouer la peau pour des idées ou pour les hommes qui les représentent. »*
>
> On dirait, à lire ces lignes, qu'il ne s'est produit aucune révolution pendant ces dix dernières années, ou que Belgrade et Constantinople aient été dépourvues de téléphone et de télégraphe ! Comme si ces instruments de progrès et de centralisation n'étaient pas en état de servir une conspiration bien ourdie plus que le pouvoir contre lequel elle se fait ! Les généraux ? Tout le monde sait aujourd'hui pourquoi les généraux n'ont pas marché ; on leur proposait des sottises. Quant au refus de se faire trouer la peau pour Fallières et Jaurès, c'est un sentiment naturel dont nous félicitons les ouvriers français et que nous saurons bien utiliser, en outre, car nous sommes parfaitement décidés, quant à nous, à nous faire trouer la peau pour renverser la République et faire la monarchie.
>
> Bailby ajoute :
>
> *« Le jour où le régime actuel cédera la place à un autre, ce sera par des moyens nouveaux, coalitions syndicalistes grève générale des bras croisés, extinction générale de la lumière et de la force. La République, si on n'en rajeunit pas la sève, tombera de l'arbre comme un fruit trop mûr. Et personne n'y aura même touché. »*
>
> Rien n'empêche d'utiliser les moyens nouveaux pour approprier et adapter les anciens. Les fruits mûrs ne tombent pas tous. Il en est que l'on cueille. En quoi maturité exclut-elle cueillette ?
>
> Nous disons : A plus B, plus C, plus D, plus X, le connu plus l'inconnu. Nous ne comprenons rien à la sombre manie qui s'arrête interdite devant la plus simple des opérations de l'esprit : l'addition de moyens nouveaux aux formules antiques.

Sur quoi, réponse de Bailby à laquelle Criton, la résumant, réplique :

> Bailby nous disait que le téléphone et le télégraphe étaient depuis quelque cinquante ans des obstacles au coup. Nous lui avons demandé s'il croyait Belgrade et Constantinople tellement démunies des engins de la vie moderne ! Alors, Bailby, raccrochant ses récepteurs, ne parle plus du téléphone, mais

En effet, pourquoi pas, si l'énergie des cœurs et la ruse des cerveaux n'ont pas varié ? Les nouveaux moyens qui servent les uns peuvent aussi servir les autres. Le télégraphe, le téléphone, les bicyclettes et les automobiles ne fonctionnent pas seulement au service de l'État ; des particuliers peuvent en user s'ils sont adroits, pour se concerter et se rassembler. Un langage conventionnel bien choisi peut soustraire à la surveillance les communications opérées par les appareils de l'État.

Plus cet État se trouve armé avec puissance et plus (on l'oublie trop) il se trouve aussi surchargé. En temps normal, la pléthore de ses fonctions

---

des « mœurs ». Il suppose à Paris un coup de force aussi violent, aussi cruel, aussi répugnant que celui de Belgrade, d'où il conclut avec vraisemblance que l'indignation serait générale !

« Que des officiers conjurés viennent envahir l'Élysée, égorger le président de la République, couper en quatre morceaux inégaux sa femme, cela semble difficile. S'ils étaient peu nombreux et décidés à agir sans tambourins ni trompettes, peut-être, admettons-le, y arriveraient-ils. Et après ? Ils auraient égorgé un homme, voilà tout. Ils se briseraient ensuite contre les mœurs et seraient emportés comme fétus par la tempête de l'indignation populaire. Belgrade a admis. Paris n'admettrait pas et le coup d'État échouerait parce que tout est possible à l'homme, sauf l'anachronisme. »

Bailby n'oublie qu'une chose. Nous lui avons parlé des téléphones serbes qui n'ont pas empêché la conspiration et non de la boucherie de Belgrade que rien ne nous oblige à renouveler.

L'idée d'égorger le Bœuf (M. Fallières) est une fantaisie gratuite, on n'a jamais rêvé qu'à faire joujou avec lui. Personne n'a, d'ailleurs, songé à tuer qui que ce soit le jour ni la nuit du Coup, attendu qu'il n'y aurait vraisemblablement aucune résistance et que nos conjurés ne sont pas assez sots pour aller se mettre inutilement à dos le sentiment public. Le coup est l'opération de police (révolutionnaire ou réactionnaire, comme on voudra) qui consiste à s'emparer de la salle des dépêches au ministère de l'Intérieur et des trois ou quatre autres points névralgiques, du haut desquels on occupe, en fait, le pouvoir ; la centralisation, avec ses moyens des plus puissants, s'y trouvant retournée à votre service. La « conscience humaine », voyant les voleurs volés et les bandits sous clef, poussera un *ouf* de soulagement, et la foule dira *bravo* parce que l'acte d'une petite poignée d'hommes aura exprimé ses désirs secrets. Témoin l'état général de complicité dans lequel se trouvaient les curieux, les passants et les habitants au Quartier Latin pendant que Pujo, Maxime del Sarte, André Gaucher et leurs braves troupes opéraient au dedans ou au dehors de la Sorbonne.

— À moins qu'on ne suppose ce régime-ci populaire ?

Bailby en doute certainement.

— Mais après ?

— Après, ce sera affaire à ce nouveau pouvoir de se faire accepter, aimer et acclamer. Il y a moyen. Bailby peut nous croire.

(*L'Action française*, du 25 décembre 1909.)

cause une négligence générale dans les services. Sans doute, aux temps troublés, la surveillance peut redoubler. Est-ce qu'elle redouble toujours, en fait ? M. Lépine est un préfet de police, mais M. Blanc en fut un autre[16], et M. Blanc a traversé des temps plus agités que ceux de M. Lépine. Enfin, dans des temps très troublés, cette surveillance ne fléchit-elle pas et presque inévitablement ? Grande question. Donc, grande marge à des possibilités favorables. Autres chances à inscrire à l'actif des surprises et des conspirations.

Quant à la confiance que donne la longue possession du pouvoir, rien ne vaudra celle que l'ancienne Monarchie a connue. Et cette monarchie a faibli cependant. Dès lors tout peut faiblir de même. L'autorité qu'engendrent les consultations populaires ? Mais elle appartint sans conteste au second empire. Moins de six mois après que le radieux plébiscite de mai lui eut apporté une majorité de plus de 5 700 000 suffrages, dont la République républicaine n'a jamais été honorée, les Parisiens sans armes entrèrent au Corps législatif, à l'Hôtel-de-Ville, comme un faisceau de joncs dans un pâté de sable. Pourtant l'impératrice et le petit Prince avaient des défenseurs plus sûrs que le prestige électoral : les plus beaux préfets de la terre, une police dévouée et vigilante, une gendarmerie piaffante, une garde chamarrée et caracolante ! Tout se détraqua sur une mauvaise nouvelle ; il fallut fuir sans avoir brûlé une amorce. Le même élément avait fait défaut partout à la fois. Un élément moral. Et, chacun démoralisé, il n'y avait plus personne ni rien.

On dira :

— Mais alors, vous calculez les mauvaises nouvelles ! Vous comptez sur les Prussiens, comme au lendemain de Sedan. Ou sur les Alliés, comme après Waterloo !

Nous prions les lecteurs de ne pas se laisser démonter par des mouvements oratoires. Ce ne sont pas des arguments. Ce sont des bêtises.

Nous avons parfois le regret de trouver celles-ci sous des plumes honnêtes, bien intentionnées, et qui croient ce langage patriotique. S'il faut répliquer, répliquons que mieux vaut calculer les mauvaises nouvelles que de les rendre inévitables comme font les drôles au pouvoir ou leurs innocents collaborateurs et complices de la Droite nationaliste ou de la Droite ralliée. Calculer qu'un régime ainsi construit, ainsi conduit et si faiblement attaqué par l'opposition, mène le pays à l'Invasion étrangère et à la Révolution, prévoir ces événements et, de sang-froid, à tête reposée, combiner quelques moyens sérieux d'empêcher tous ces maux, qui sont certains, d'être mortels, c'est le

[16] Louis Jean-Baptiste Lépine (1846–1933), qui a donné son nom au célèbre concours, fut préfet de police de Paris de 1893 à 1897, puis de 1899 à 1913. Dans l'intervalle, ces fonctions furent occupées par Marie-Charles Blanc. (N. D. É.)

second devoir des patriotes conscients, lorsqu'ils sont clairvoyants et qu'ils ont tenté le premier, qui est de faire l'impossible pour arrêter le train en avant de la catastrophe ! Le véritable crime, ce serait de ne pas faire ce calcul, et de ne pas prévoir ces maux, et de ne pas prendre des mesures de précaution.

Sans pouvoir souhaiter ni espérer le mal, nous ne pouvons pas faire que tant de fautes politiques ne l'engendrent pas. Faut-il s'interdire de le prévoir ou doit-on éviter noblement d'y pourvoir ? Faut-il éviter de se dire que l'ennemi de l'intérieur pourra être un jour accablé des conséquences de ses fautes ou de ses crimes et que nous pourrons profiter d'un instant de stupeur pour nous débarrasser de lui ?

Des incidents sans gravité peuvent d'ailleurs produire tous les effets de démoralisation favorables au coup de force. Pour lui permettre de réussir avec le minimum de résistance et de difficulté, il suffirait d'une minute de distraction et d'absence parmi les défenseurs du régime. La cause ou le prétexte du détraquement spontané n'importe pas du tout. Ce peut être Sedan ou Waterloo ; ce peut être Lang-Son [17], ou la première venue de ces fausses rumeurs qui déterminèrent presque tous les mouvements populaires de la première Révolution. Que la force publique montre du flottement, les chefs civils ou militaires de l'indécision, en ces cas-là (ceci a force d'axiome en histoire, par conséquent en politique), devant un groupe d'individus résolus sachant bien ce qu'ils veulent, où ils vont et par où passer, le reste plie, le reste cède, le reste est mené, enlevé. Ce n'est pas seulement la loi de la lutte civile ou de la sédition heureuse. C'est l'éternelle condition du succès des coups de main dans toutes les guerres connues.

---

[17] Le 28 mars 1885, la garnison française de Lang Son, au Tonkin, est attaquée par l'armée chinoise. Bien que l'assaillant ait été repoussé, le commandement français, sans doute désorienté par la blessure du général de Négrier, ordonne la retraite. Celle-ci s'effectue dans des conditions désastreuses, si bien que la nouvelle qui parvient à Paris le 30 mars est celle de la victoire et de la prise de la ville par les Chinois, ce qui provoque la chute du gouvernement de Jules Ferry. (N. D. É.)

IV. — C. Q. F. D.

L'axiome d'histoire est axiome de politique. En d'autres termes, ce qui s'est fait se refera. Arrêtons un instant sur cette vérité.

Est-il besoin de démontrer une identité manifeste ? Pour soutenir une autre opinion, il faudrait pouvoir trouver et pouvoir penser la raison pour laquelle ce qui s'est toujours fait ne se renouvellerait pas. Nous avons constaté que le « progrès moderne » n'a pu changer grand-chose au cœur ou à l'esprit humain, tant chez ceux qui organisent le coup de force que chez ceux qui ont la charge de le repousser. Pourquoi une force publique qui n'a su défendre ni Louis XVI, ni Robespierre, ni Charles X, ni Louis-Philippe, ni, au 18 mars, M. Thiers, ferait-elle la sauvegarde éternelle de M. Fallières ? Pourquoi le général Dalstein [18] réussirait-il, nécessairement et toujours, là où le maréchal Bugeaud a si bien échoué jadis ?

Nous avons le plus grand respect pour M. le Gouverneur de Paris, mais enfin son étoile bonne ou mauvaise lui a refusé, somme toute, de participer à de grands faits de guerre. Même pour la guerre des rues, son expérience se borne, croyons-nous, à la prise du fort Chabrol. Bugeaud avait servi, non seulement avec Napoléon et en Afrique, mais encore rue Transnonain [19]. Il ne put rien contre une émeute insignifiante. Nous ne disons pas que son successeur de l'an 1910 ou 1911 sera, de toute nécessité, aussi malheureux qu'il l'a été en février 1848. Nous disons que, si la réussite est douteuse, la défaite l'est tout autant. Les deux issues sont possibles. Nulle des deux n'étant d'avance fixée par la nature des choses, le plus vulgaire bon sens doit tomber d'accord que l'avenir reste, pour une grande part, en suspens. La résolution, la volonté, l'esprit, l'énergie, éléments moraux, conservent donc

[18] Le général Jean-Baptiste-Jules Dalstein (1845–1923), né à Metz, fut gouverneur militaire de Paris de 1906 à 1909. (N. D. É.)

[19] L'affaire de la rue Transnonain fut ce qu'aujourd'hui on appellerait une bavure. Des échauffourées eurent lieu le 13 avril 1834 et furent sévèrement réprimées par les forces de l'ordre, dont Bugeaud commandait une partie. D'une fenêtre du nº 12 de la rue Transnonain (aujourd'hui faisant partie de la rue Beaubourg) partirent des coups de feu en direction de la troupe, laquelle envahit l'immeuble et en massacra tous les occupants. L'incident a été immortalisé par une lithographie de Daumier. (N. D. É.)

leurs avantages éternels et la victoire peut pencher du côté où ces avantages abonderont.

Cette possibilité subsiste de nos jours exactement telle qu'elle a été à tous les moments de l'histoire. C'est tout ce qu'on avait à démontrer ici.

V. — De quelques occasions

Or, aujourd'hui, demain, après-demain, qu'est-ce qui pourra rendre ces *possibles réels* ?

Réponse : — *L'occasion.*

Nous ajoutons :
— Une occasion qui se montre de temps en temps. . .
— Mais se montre-t-elle ?

On en sera certain si nous prouvons qu'elle s'est déjà montrée quelquefois depuis l'origine de la troisième République, période sur laquelle doivent porter raisonnablement les calculs.

Le fait est là ; cette occasion s'est présentée à plusieurs reprises.

Lorsque, en 1885, le revers de Lang-Son fut connu de Paris, la foule s'assembla devant la Chambre des députés, qui aurait été envahie si la majorité républicaine n'avait pris immédiatement le parti de chasser le ministre responsable, Jules Ferry. En 1887, le Congrès de Versailles céda également devant la menace d'une Révolution ; il n'osa pas élire Ferry président de la République, quelque forte envie qu'en ait eue sa majorité.

Dans les deux cas, les parlementaires eurent peur et refusèrent le combat ; preuve qu'ils doutaient de l'issue et qu'ils se sentaient vulnérables.

Deux ans après l'élection de Carnot, le soir du 27 janvier 1889, l'Élysée s'ouvrait à Boulanger ; police, armée et peuple se préparaient à escorter faubourg Saint-Honoré l'élu de Paris. Aucune résistance, de quelque genre que ce fût, ne se serait produite. Barrès a écrit là-dessus une page si lumineuse que la leçon y filtre du simple exposé des faits. Le grand écrivain ne cache pas ce qu'il en pense :

> Malgré ces acquiescements de son intelligence à la légitimité et à la possibilité d'une intervention de soldat, l'âme droite, honnête et naïve du général Boulanger garde des préjugés d'éducation. Il se rappelle que son père récitait les invectives de Victor Hugo contre l'Homme du Deux-Décembre. Il redoute le jugement des rédacteurs de l'histoire.

> Tout à fait ignorant du métier littéraire, il s'épouvante d'un bruit de plumes.
>
> Moins honnête et poussé par des appétits, il aurait marché. Un sage aussi, un homme clairvoyant et soutenu par des idées maîtresses, eût mis, au nom de la science politique, son épée au service des volontés confuses de la France. Avec les pleins pouvoirs que lui donne Paris, le général devait être le cerveau de la nation et diriger ce que sollicite l'instinct national. Il défaille, faute d'une doctrine qui le soutienne, et qui l'autorise à commander ces mouvements de délivrance que les humbles tendent à exécuter. Autour de lui, l'inconscient se soulève en magnifique état, mais l'indigence des principes empêche qu'on aboutisse à un programme positif.

Absence de « science politique », « indigence des principes », « faute d'une doctrine » qui « soutienne » et qui « autorise » c'est toujours la même lacune de l'élément directeur, celui qui doit savoir et qui doit vouloir. En 1885 et 1887, l'absence de volonté, fille de l'ignorance, était si complète qu'on ne songeait même pas à regretter ce vide immense ouvert au centre de l'esprit public. Pour 1889, ce regret salutaire s'ébauche. Une inquiétude naît.

Le nationalisme français sort de son sommeil.

Neuf ans plus tard, le 25 octobre 1898, au moment où le général Chanoine, ministre de la guerre, se démettait à la tribune de la Chambre après avoir porté témoignage de la culpabilité de Dreyfus, l'émeute était maîtresse de la place de la Concorde. Elle tenait même le pont. Un chef nationaliste pénétra dans le Palais-Bourbon pour avertir un autre chef, ce dernier membre du Parlement :

— Je viens de parler à un officier, dit-il. Il laissera entrer le peuple. Je n'ai qu'à faire un signe.

— Gardez-vous-en bien, repartit Déroulède, le moment n'est pas venu.

Le moment favorable fut perdu de la sorte. Et toutefois, quelque incroyable que puisse paraître le fait aux moralistes qui soutiennent que ce moment passé ne se retrouve plus, il devait se remontrer quatre mois plus tard !

Le 17 février 1899, jour de la rentrée de Loubet à Paris après l'élection de Versailles, le pouvoir était à la merci de quiconque l'eût voulu prendre. L'accueil fait à l'élu des dreyfusiens et des panamistes ne laissa aucun doute aux témoins de la scène. La police assistait gouailleuse et ne demandait qu'à laisser faire. « Ça marche, » disaient les gardiens de la paix en se frottant les mains. Sans tout raconter, il suffira de citer un incident qui se produisit devant la Madeleine et dont les journaux n'ont malheureusement jamais parlé. La voiture présidentielle s'était arrêtée quelques instants par

suite d'un remous de la foule ; une femme, franchissant le cordon des agents, s'approcha de la portière, monta sur le marchepied et vida sur les genoux de Loubet son tablier qu'elle avait rempli de crottin de cheval. Nous ne citons pas le procédé pour le faire admirer, mais pour constater que l'audacieuse propagandiste par le fait se retira sans être inquiétée, au milieu des éclats de rire de la foule auxquels s'associaient toujours les bons agents. Si quelqu'un de pratique avait poussé jusqu'à l'Élysée et à la place Beauvau, il se serait installé sans rencontrer de résistance au siège du Gouvernement. Quant à Loubet, personne ne l'aurait revu.

Qu'a-t-il donc manqué en ce 18 février ? Ce qui avait manqué le 25 octobre précédent, ce qui avait manqué dix ans plus tôt à Boulanger ; encore et toujours l'élément moral, une décision. Mais peut-être que cette décision nécessaire serait née toute seule, peut-être que des volontés se seraient orientées et que leur ressort se serait déclenché de lui-même si, d'abord, n'avait fait défaut l'élément intellectuel : idée précise, but rationnel bien arrêté…

Or, c'est là justement ce qui ne peut faire défaut aux conspirateurs royalistes. Fussent-ils, par gageure ou malchance, les derniers des nigauds ou les pires des pleutres, il leur resterait de savoir par cœur cette simple syllabe qui, résumant tout ce qu'ils sont, les dirige et les sauve tous : le roi.

VI. — Scénario d'après nature

On objecte encore :

— Moralement aussi, les temps ont changé. Lors de votre affaire Dreyfus, l'esprit public n'était pas indifférent comme il l'est aujourd'hui. Ce qui était possible en 1899 ne l'est plus... En 1899, on vibrait... on réagissait. Aujourd'hui on accepte, on subit, on s'amuse, on dort...

Soit. Et c'est proprement la raison pour laquelle nous irons tranquillement nous coucher ce soir. Mais ce ne sera pas sans avoir tout disposé, soigneusement et diligemment, en vue de demain. Demain, l'esprit public peut se réveiller. Demain, il peut se trouver prêt à recevoir toute l'impulsion désirable [20].

Rien n'est capricieux comme l'état des nerfs d'une femme ou d'un peuple. Le calme plat ne veut rien dire. Les cyclones moraux et politiques arrivent de loin, mais avec une telle vitesse qu'il est à peu près impossible de les annoncer. Le devoir du bon capitaine est de rester paré, non seulement pour éviter le point dangereux, mais pour tirer un bon parti des forces de la mer et du ciel déchaînées. Attendons et guettons, afin qu'au premier des indices favorables, quand l'énergie de la nature et de la rue se proposera, nos énergies et celles de nos proches soient en état de la capter et de l'utiliser. Ce n'est pas de sujets de commotions publiques ni d'occasions de troubles civils que la République nous est avare. Elle n'est qu'un état de crise permanente, une profonde génératrice d'agitations ; or celles-ci, un jour ou l'autre, ne peuvent manquer d'éclater.

Si du reste l'état vibrant de l'opinion fait une préparation des plus convenables, cela n'est pas absolument indispensable à toute hypothèse de « Coup ». Pour un complot proprement dit, le calme général est une occasion de surprise qui diminue d'autant les chances de l'ennemi.

[20] Ce texte a paru mot pour mot le 15 janvier 1908. En avril suivant, commençait le premier réveil de la jeunesse des écoles provoqué par le scandaleux voyage du professeur Andler en Allemagne. Enfin, à l'automne, éclataient au Quartier latin les inoubliables manifestations des étudiants contre Thalamas, insulteur de Jeanne d'Arc.

Au point où le voici, le régime, dont tout le monde se détache, a tué l'esprit d'initiative et de décision dans cette force armée qu'il a chargée de sa défense. D'ordinaire, en toute circonstance critique, l'à-propos d'un subordonné peut sauver la situation ; mais ce régime-ci, au cas de surprise brutale, trouvera difficilement le subordonné généreux capable de s'intéresser à son salut. Les illusions sont mortes, le Capitole a perdu ses dernières oies.

— Il faudrait pourtant tenir compte de la composition des cadres dans les régiments de Paris. Si les hommes y viennent de l'Ouest catholique et royaliste, les officiers sont recrutés en grand nombre dans l'élite des fabricants de fiches ou parmi ces mamelouks du régime (juifs, protestants, maçons, métèques) spécialement intéressés à faire bonne garde autour de lui. Ils ne sont peut-être pas des officiers d'une valeur exceptionnelle, mais la nécessité donne de l'esprit aux enfants.

— Croyez-vous qu'elle leur donnera l'esprit militaire ? Ou la confiance des hommes ? Ou l'assurance du devoir ? Votre nécessité empêche-t-elle un ordre bâclé à la hâte, sous l'empire de la terreur, d'être exécuté de travers ? Et supprimerez-vous les lenteurs calculées d'une troupe mal entraînée ou la mauvaise volonté d'un gradé peu enthousiaste ? Ce que nous ferons avec zèle, entrain, passion, y répondra-t-on autrement qu'avec une lente mollesse ? Attaquant avec force et confiance, est-ce que nous pourrons être repoussés d'un aussi bon cœur ? Nos chefs seront très bien obéis, suivis et servis ; en sera-t-il autant des leurs ? Questions, n'est-ce pas ? questions ! Ces questions nous permettent de tout espérer [21].

---

[21] Le correspondant parisien du journal républicain *Le Petit Marseillais*, homme remarquablement informé, écrivait à son journal à propos de l'alerte donnée à la police par le duc d'Orléans dans la nuit de Noël 1909 :

> On m'affirme, d'autre part, que le prince a su s'assurer dans l'armée de Paris quelques amitiés puissantes auxquelles il souhaiterait à faire appel à l'occasion et qui ne lui refuseraient pas leur concours. Sans doute, on a pris grand soin de ne placer dans la garnison parisienne que des officiers des opinions républicaines desquels on est certain. C'est pourquoi, aussi, on a introduit au ministère de la guerre un grand nombre d'officiers israélites, qui sont tous très attachés au régime républicain et, par surcroît, adversaires déclarés du duc d'Orléans, à cause des opinions antisémites qu'il a publiquement manifestées. Mais, malgré ces précautions, ce prince pourrait compter encore des partisans dans l'armée de Paris.

Il n'est pas inutile de répéter une fois de plus que la page à laquelle s'ajoute cette note a été publiée le 15 janvier 1908, avant que l'Action Française possédât son journal quotidien !

Le scénario

... Un régiment de la garnison de Paris se mutine. Les hommes s'assemblent dans la cour du quartier, pillent le magasin aux cartouches ; tambours battants, clairons sonnants, ils se mettent en route pour l'Élysée. Où sont les officiers ? Partis, éclipsés, disparus ! À moins qu'ils ne soient « débordés ». Il en va de même des sous-officiers. Voici, par contre, un grand nombre de caporaux. Et ces derniers se sont partagé le commandement.

On prétend qu'une troupe a été rassemblée d'urgence pour barrer le chemin à cette folie. Arrivera-t-elle à temps sur les lieux ? On en doute. Mais non ; les « progrès modernes » ont fait leur service, elle accourt et balance ses harmonieuses rangées de képis et de baïonnettes. Une, deux, une... Rien, presque rien, ne semble changé au bel ordre des troupes, et les pauvres mutins auront à qui parler. Ils approchent d'ailleurs, eux aussi, dans un très bel ordre, mais, Dieux bons, quelle allure ! Ils sont au pas de course et vous chargent comme des diables. Le choc impie va se produire entre les deux armes françaises. Les statues de la patrie et de la loi vont crouler... Eh ! nullement. Rien de semblable. Aucun choc. Nul conflit. On ne s'est pas touché. Le régiment fidèle a donc passé à l'ennemi ? Pas même ! Il s'est ouvert paisiblement, comme le flot devant l'étrave du navire. Il s'est effacé et rangé. L'émeute passe donc ; l'émeute militaire. La voilà au milieu de la place de la Concorde. Aux chevaux de Marly, errent des pelotons de gardes municipaux. Est-ce d'eux que la réparation va venir ? Est-ce en eux que va triompher la discipline immortellement outragée ? Ils prennent le trot.

— C'est la charge ?

— Pas du tout, car les pelotons tournent bride, ils se dispersent vers les rues Boissy d'Anglas, Royale, Saint-Florentin, même Rivoli.

— Et l'Élysée n'est plus gardé ?

— Il ne l'est plus.

— Toutes les voies sont libres... ?

— Jugez.

— C'est la révolte.

— Mieux : la Révolution.

— Et pour qui ?

— Pour le roi.

Vous ne saviez donc pas les dernières nouvelles ? Vous ignoriez que le mouvement anti-juif s'est poursuivi dans les casernes, d'abord parallèlement à l'antimilitarisme, puis en le recouvrant et en le noyant, celui-ci devenu en quelques mois désuet, vieillot et périmé ? La propagande royaliste n'a pas

traîné. Ce fut l'affaire de quelques gradés résolus. Les entendez-vous chanter maintenant ?

— *Qu'est-ce que cet air ?*

— Vive Henri IV.

— *On le sait donc ?*

— *On l'a rappris.*

— *Et que crient-ils ?*

— *Vive le roi !*

Le roi des flics est gardé à vue dans son cabinet. M. Fallières déguerpit aussi vite que le permet sa corpulence. Et, pendant que les hommes de main vaquent rapidement à la conquête générale de Paris et de nos provinces au moyen de quelques coups de télégraphe ou de téléphone bien assenés (Vivent les progrès modernes, Monsieur !), un grand concours de brave peuple, en attendant l'entrée de Philippe de France et l'antique ruisseau des fontaines de vin, monte la garde autour des meubles et immeubles de quelques notoires pillards de ses vieilles économies, pour en exiger le séquestre et la prompte conversion en biens nationaux.

— *Assurément, ça vaudra mieux que de brûler les Tuileries ou de flamber Finances, mais tudieu ! comme vous y allez ! Je ne vois d'ailleurs pas pourquoi vous contez ce roman. Hélas ! l'étranger de l'intérieur campe toujours place Beauvau, on ne crie pas « vive le roi » dans les jardins de l'Élysée, aucun régiment ne s'est mutiné, et d'abord et surtout, la force armée ne s'est pas divisée respectueusement, comme une Mer Rouge, devant une émeute militaire quelconque ; les gaillards qui s'y frotteraient seraient fort proprement cueillis avant même d'avoir dit* ouf *et, en cas de sérieux grabuge, fusillés sans merci. Ainsi les rêves que vous faites fondent-ils sur des suppositions impies et d'ailleurs (malheureusement) sans valeur.*

— *Sans valeur ?... J'avouerai que l'épilogue de ce récit est pour le moment de mon cru. Chants de* vive Henri IV*, cris de* vive le roi*, nous n'en sommes pas là*[22]*, il vous est encore permis de conclure à ma fantaisie sur ce point. Mais douteriez-vous que cette fantaisie fût réalisable moyennant quelque propagande intelligente, si l'hypothèse de l'insurrection militaire se réalisait ?*

— *Je pourrais concéder cela, pour l'amour de vous. Oui, si votre insurrection militaire se produisait, j'admettrais qu'elle pût se faire contre les juifs et, même pour le roi, pour peu que le roi fût connu. Vous le savez d'ailleurs aussi bien que moi, c'est la mutinerie elle-même qui n'est pas possible.*

— *Vous savez qu'elle l'est pourtant !*

[22] Ceci paraissait en janvier 1908.

— *Non.*

— *Si.*

— *Non, nos troupes françaises sont tenues de trop court. Non, non, non. Malgré l'antimilitarisme et le diable, c'est l'impossible !*

— *Eh ! bien, cet impossible, vous l'avez oublié, mais vous l'avez vu. Vous y avez assisté. Ce que vous déclarez chimérique est tellement réel que mon conte n'est qu'une histoire, pas vieille de six mois.*

Je viens de vous dire le fait sans en rien changer, tel qu'il s'est produit point par point. Je me suis contenté de transposer à Paris ce qui s'est fort bien fait, l'autre été, sur les routes du Languedoc, sur les grand-places de deux bonnes villes de l'Hérault. Dans la nuit du 20 au 21 juin 1907, le 17e de ligne, tambours battants, clairons sonnants, exactement comme mon régiment de tout à l'heure, s'est transporté d'Agde à Béziers par la propre volonté et la décision pure de ses hommes de troupe. Les officiers et les sous-officiers ? On les vit à peine. Le rapport officiel du général Bailloud, commandant le corps d'armée, en rappelant qu'ils ne purent empêcher le mouvement, déclare qu'ils ne « furent pas à la hauteur de leurs obligations [23] ». Le général Coupillaud, à propos des mêmes événements, pose différentes questions sur ce qui aurait pu être fait et qui ne le fut point : « Pourquoi… ? » « On aurait dû… » Il conclut : « Au lieu d'une tentative quelconque, on ne trouve que l'inertie la plus complète [24]. »

Vers 4 heures du matin, les révoltés se heurtèrent à six compagnies du 81e commandées par le général Lacroisade, particulièrement connu pour son énergie et qui pourtant laissa passer les soldats du 17e ! Les mutins étaient au nombre de 400. Il disposait de 600 hommes d'infanterie, de deux pelotons de cavalerie et de 40 gendarmes à cheval. « Des troupes disciplinées et sûres s'effacèrent devant un troupeau de mutins ». Qui dit cela ? Le général Coupillaud, page 404 du même livre. Oui, vous l'avez bien dit ; les fermes remparts de l'Ordre se divisèrent, comme les eaux de la Mer Rouge, devant une bande insurgée. Et, tout comme les pelotons de garde républicaine que, dans mon rêve de tout à l'heure qui n'est pas une rêverie, je vous ai montrés s'esquivant dans la direction opposée au poste qu'ils devaient défendre, un détachement de gendarmerie, approchant de Béziers où les mutins étaient campés et trouvant chez eux un accueil martial et des préparatifs de défense fort nets, tourna bride et ne revint plus.

[23] *La Crise du Midi*, par Maurice Le Blond, alors attaché au Ministère de l'Intérieur, page 392, à l'appendice : « Rapport Bailloud ».

[24] *La Crise du Midi*, p. 400.

Si vous voulez des détails plus complets sur cette instructive aventure, prenez l'ouvrage déjà extrait et cité : de la page 384 à la page 410 de *La Crise du Midi*, lisez mûrement, d'un bout à l'autre, les rapports des généraux Coupillaud et Lacroisade ; ils renseignent sur les issues possibles de telles et telles mutineries militaires, comme nos souvenirs de 1885, 1898 et 1899 montrent ce qui pourra sortir de futurs émois populaires. Si, jusqu'à présent, ni les uns ni les autres n'ont rien donné, ce n'est pas que ces mouvements fussent dénués de puissance, ni par l'effet direct de la résistance à laquelle ils se sont heurtés. Ç'a été purement et simplement faute de direction. Toutes les conditions matérielles requises étaient réunies ; d'un côté le désordre complet, le désarroi parfait, de l'autre une foule ardente, enragée, résolue. Mais résolue à quoi au juste ? À tout. Mais, dans ce « tout », exactement que choisissait-elle ? Élément moral oublié : on ne s'était pas avisé de penser un dessein, de viser un objectif, de marquer un but.

Tout est là…

VII. — Doit-on le dire ?

— Eh bien ! soit encore ! Et soit et soit. Et vous avez raison de dire que, du moins pour nous autres, royalistes, c'est tout pensé !

Mais alors, *chut*, *chut*, *chut* ! *Chut*, ne le dites pas ! Chut, ne le disons pas ! C'est à voix basse que l'on conspire ; de la prudence ! Que diable, à faire un coup, si vous voulez qu'il réussisse, il est au moins bizarre d'aller prévenir publiquement la gendarmerie.

Nous voilà arrivé à la dernière objection, à l'objection-monstre, et nous l'avons donnée pour ce qu'elle vaut.

Elle vaut tout juste le « pensons-y toujours, n'en parlons jamais ». Gambetta l'appliquait à l'ennemi du dehors. Nos timides l'appliquent à l'ennemi de l'intérieur. La formule n'est bonne ni au dedans, ni au dehors.

Autant il aurait été ridicule de prévenir M. de Bismarck au moment précis où l'on eût machiné contre lui une intrigue diplomatique et réglé un bon plan de mobilisation (« attention, chancelier, nous allons reprendre l'Alsace ! ») autant il eût été sage, habile, prudent, d'évoquer quotidiennement pour le peuple français, en même temps que les sacrés souvenirs de Strasbourg et de Metz, une notion précise des moyens par lesquels les pays perdus pouvaient être repris un jour : diplomatie active, armée bien entraînée. Cette « pensée parlée » étant ainsi présente au cœur et à l'esprit de tous, eût conjuré l'échec de la Monarchie en 1873, le vote de la République en 1875, la loi militaire de 1889, le service réduit, etc., etc.

Exactement de même, l'idée générale du « Coup », du coup à frapper n'importe comment par n'importe qui, idée tout aussi abstraitement conçue que l'idée de Revanche, en menaçant le gouvernement sur tous les points à la fois, ne l'aurait mis en défiance ni en défense sur aucun et aurait épargné à la malheureuse opposition conservatrice toutes les innombrables épreuves électorales dans lesquelles on lui a vu gaspiller temps, efforts, ressources, prestige, esprit, doctrines, cohérence, et parfois honneur.

C'est donc en parfaite tranquillité d'esprit et d'âme, de raison et de volonté, que nous répétons le double programme :

– constituer un état d'esprit royaliste ;
– et préparer le coup de force pour établir la royauté.

Organiser l'état d'esprit pour rendre possible et facile le coup, viser le coup, ne jamais perdre de vue la visée, en travaillant de toute notre âme à fabriquer l'état d'esprit ; ces mots dits et écrits, n'apprennent rien à l'adversaire. Les maîtres de l'État savent depuis longtemps, ils ont même su avant nous que leur point faible n'est que là. Mais ils savent aussi qu'il est au-dessus de leurs forces, au-dessus des moyens accordés au régime, de remédier à cette faiblesse !

VIII. — Le coup de force et l'opinion[25]

C'est pourquoi cette idée du « Coup » nous a toujours paru le complément inévitable et nécessaire de tout mouvement d'idées royalistes, et pour ma part, je l'ai toujours professée. Partout où j'ai pu pénétrer et écrire, je l'ai soutenue. Je l'ai soutenue au *Soleil* de novembre-décembre 1899, en deux articles, intitulés : « Pourquoi les généraux » et « Les généraux n'ont pas marché », qui furent discutés par M. Clemenceau dans *L'Aurore*. Je l'ai apportée au *Figaro* de 1901, à la *Libre Parole* de 1902–1903. Je l'ai développée, non une fois, mais mille, pendant mes douze ans de campagne royaliste à la *Gazette de France*[26].

En quelque lieu que nous allions, de quelque idiome que nous usions, nous tenons le même langage. Nous parlons du « Coup », nous en avons toujours parlé et, tant qu'il ne sera point fait, nous conseillerons de le faire.

Le « Coup » apparaît à tous les patriotes sensés, à ceux qui savent ce qu'ils veulent et qui le veulent sérieusement, la condition première de la monarchie nationale, comme la monarchie est elle-même la condition première de tout ordre et de tout bien public. Si nous nous trompons sur l'un ou l'autre de ces deux points, qu'on nous le fasse voir ; nous serons très heureux de nous corriger si nous ne parvenons à éliminer l'objection. Mais, si l'on se sent incapable de mettre seulement sur pied une objection cohérente, il devient convenable de se taire sans murmurer. Nous ne blâmons ni l'inaction, ni l'agitation ; nous disons, en le démontrant, que l'action, l'action raisonnable et possible, passe forcément par le « Coup ». Ce n'est pas notre faute si les choses naturelles sont ainsi faites ; nous ne les avons pas fabriquées.

[25] Ici commence une partie de la brochure à laquelle M. Henri Dutrait-Crozon n'a pu apporter son concours. On ne s'étonnera pas de voir son collaborateur adopter, pour la nécessité du débat, un ton personnel.

[26] En particulier dans un article intitulé « L'autre moyen : analyse du coup », lors du dernier échec électoral des conservateurs libéraux (20 mai 1906). Les autres, alignés bout à bout, à la suite de celui-là, feraient des kilomètres de bandes de papier. *L'Action française* quotidienne n'a rien innové.

Lorsque parurent dans la revue d'Action française les premiers éléments de cette brochure, aucun de nos ligueurs ne s'est mépris, et c'est à proportion de leur esprit pratique et de leur sérieux que nos lecteurs nous témoignèrent l'adhésion à ce point de vue. La jeunesse élevée et formée suivant nos méthodes y a naturellement ajouté son ardeur. Recrues et vétérans furent d'accord pour reconnaître que, du moment que l'on s'attache à construire l'avenir, on ne peut éviter ces exercices de prévoyance très exacts et très détaillés, véritables travaux pratiques et manœuvres d'entraînement exécutés sur une carte. Plus on y porte de minutie, mieux on s'adapte aux complexités du réel. Un jeune échappé du régiment nous écrivait en janvier 1908 le billet suivant dont le ton pourra témoigner des dispositions éveillées :

> — Laissez-moi vous dire combien j'ai été heureux et joyeux de cet « ordre aux armées » ; c'est une source d'énergie et de confiance. Je l'ai lu avec fièvre ; j'en ai écouté les paroles comme on écoute la charge. Si, au jour de l'action, je ne me trouve porté par ma propre existence là où il sera glorieux de se trouver, n'oubliez pas que je suis de ceux qui veulent en être. Dieu protégera les miens. Votre dévoué...

Voilà qui faisait un équilibre satisfaisant à quelques doléances des « cent mille trembleurs » dont parlait notre ami Robert Havard. Mais de pareilles doléances ne parviennent pas jusqu'aux groupements de l'Action française. Les seules objections que nous aient faites nos ligueurs sont d'une parfaite justesse, il n'y a qu'à les reproduire. Par exemple :

> — J'ai lu l'article sur le coup de force, c'est bien raisonné. Laissez-moi ajouter que, dans les projets à tenir prêts, il ne faut pas oublier les représentants du pouvoir occulte. Vous les connaissez mieux que moi. Ce sont de grands lâches auxquels, avec un peu d'audace, on pourra donner une grande frousse. Les tyrans qui se cachent sont toujours très peureux. Cependant la prudence commandera, je crois, de s'emparer provisoirement de leurs personnes.

Les admirables organisations antimaçonniques et antisémites existantes pourront se charger utilement de ce soin. Grâce à l'indispensable division du travail, les hommes de l'Action française pourront se consacrer exclusivement à l'objectif central que ne représente point mal cette locution synthétique : *la salle des dépêches du Ministère de l'Intérieur, à la place Beauvau.*

Les commentaires sillonistes ont été ce qu'ils devaient être. Aux endroits qui nous contredisent directement on n'apporte aucune raison ; aux points où l'argumentation affecte de la consistance, l'apparence de solidité n'est acquise qu'au prix de l'exactitude. Notre censeur blâme avec vivacité des fautes que nous n'avons pas faites, il réfute avec énergie des erreurs que nous n'avons pas soutenues.

Un rédacteur de *L'Éveil démocratique* qui signe J. C., parlant des deux révolutions opérées par Talleyrand écrit : « M. Maurras oublie simplement de nous indiquer cette mince circonstance qui a cependant son intérêt ; si l'opération de M. de Talleyrand fut aisée, c'est que les Alliés occupaient le territoire de la France… »

J'en demande pardon à mon contradicteur. Il me paraît distrait. J'ai si peu oublié ce point que j'y ai fait une allusion très précise quand j'ai écrit à propos de 1814 et de 1815 : *« étant donnée la situation à la quelle la Révolution et l'Empire avaient amené le pays ».* J'avais même pris soin d'indiquer l'allusion en soulignant ces mots. Il est du reste dit en plusieurs endroits de l'étude que ce ne saurait être dans les temps de calme et de paix que réussissent des opérations comme celle de Talleyrand.

L'Éveil démocratique ajoute à cette imagination toute gratuite une double question qui, deux fois mal posée, est escortée d'une sottise que nous prête ce contradicteur généreux.

L'Éveil démocratique écrit :

> Cependant, un scrupule me vient.
>
> Comment ces mêmes gens qui se prétendent nationalistes intégraux, qui proclament mettre au-dessus de tout l'intérêt du Pays, peuvent-ils attendre le salut de la France d'une émeute sanglante ?
>
> Comment peuvent-ils ne pas désirer cette invasion et cette émeute s'ils en attendent le salut du Pays ? Et, alors, nous retombons, de ces rêves héroïques, aux plates et indignes machinations de la politique d'empire.
>
> Mais, chut ! ne formulez pas d'objections tout haut. Ils vous traiteraient de « métèque ». Métèque ! voilà qui répond à tout.

Nous répondons « métèque » quand il faut répondre métèque. Mais ce n'est pas ici le cas. Au premier « *comment ?* » de l'Éveil j'avais satisfait, en des termes suffisamment explicites, dans cette page que je répète à l'intention de notre critique :

— On dira : Mais alors vous calculez les mauvaises nouvelles ! Vous comptez sur les Prussiens, comme au lendemain de Sedan, ou sur les alliés, comme après Waterloo… [27]

Quant à la deuxième question de *L'Éveil démocratique*, elle est vraiment bien faite pour nous embarrasser ! L'auteur nous juge à ses mesures. Ce ne sont pas les nôtres.

Oui, d'une part, nous prévoyons que l'excès de la folie démocratique et du crime républicains précipiteront notre Patrie dans des difficultés dont

[27] Ici, Maurras reprend dans son texte, en se citant, des lignes déjà lues *supra*, au chapitre III. (N. D. É.)

la monarchie seule est capable de la tirer. Et, d'autre part, nous faisons tout pour conjurer ou pour retarder cet excès de maux, c'est-à-dire pour renverser la République avant qu'elle nous y précipite. Nous avons combattu le parti de Dreyfus, désorganisateur de l'armée, et le parti de Combes, spoliateur de l'Église. Nous n'avons jamais pratiqué la politique du pire. Nous n'épargnons, nous n'épargnerons rien pour sauver le plus possible du patrimoine incomparable que la République et la démocratie dilapident.

Comment concilions-nous ceci et cela ? Mystère ! « Comment pouvons-nous ne pas désirer cette invasion et cette émeute ?... » Mystère des cœurs royalistes, mystère des cœurs patriotes, mystère inaccessible à la rédaction de *L'Éveil*. La faction silloniste ne peut penser qu'à elle-même. Elle ne peut même pas concevoir l'idée de l'intérêt général, qui fait notre souci premier. Ce que nous désirons avant tout, c'est prévenir la Révolution ou la débâcle. Mais, si l'une ou l'autre se produit, nous voulons que le pays recueille au moins le fruit de la calamité. Le Sillon ne pense qu'à tout engloutir dans une agitation créée ou attisée par ses erreurs et ses mensonges[28]. Nous ne parlons pas le même langage. Sans lui expliquer ce qu'il est bien incapable de comprendre, sans lui devenir perceptibles, ces raisons peuvent coexister dans tout esprit bien constitué. Elles n'ont rien d'incompatible. Notre bon sens ne suscite aucune embûche à notre bon cœur. Tout s'arrange et s'accorde dans le patriotisme et dans la raison. Amis ligueurs, n'est-il pas vrai ?

Cette revue des opinions ne serait pas complète si l'on n'y mentionnait un sentiment manifesté par le directeur d'une feuille conservatrice dans une série de lettres publiées en tête de son journal. Il a écrit un jour :

> Je ne désire pas absolument, d'ailleurs, recourir au coup de force, sauf si c'est nécessaire (!), d'abord parce que l'armée n'est pas sûre et parce que la Monarchie ne peut naître de l'émeute, de la Révolution, comme la République. Nous sommes la réserve suprême du pays qui se tournera vers nous lorsqu'il aura fait l'expérience de toutes les formes du jacobinisme ; or, pour qu'il nous accepte, il ne faut pas que nous lui apparaissions, nous aussi, comme des jacobins (!) mais comme des hommes d'autorité, d'ordre et de liberté ; enfin, le coup de force ne me paraît pas très séduisant, sauf s'il réussissait (!), parce que c'est surtout lorsqu'on est au pouvoir qu'il est possible.
>
> Un moyen bien efficace, c'est l'argent, c'est la corruption, disons le mot puisqu'il est exact. Elle a été de tout temps, mais elle est le grand levier de notre époque.

[28] Les personnes que cette accusation formelle pourraient étonner sont priées de vouloir bien se reporter à mon livre *Le Dilemme de Marc Sangnier*, où la discussion la plus courtoise, la plus mesurée, j'ose dire la plus fraternelle, a dû céder aux circonstances créées par le génie haineux du Sillon.

> Quand on a vu un Parlement se voter 15 000 francs d'appointements et ses membres hurler de fureur, convulsionnés, épileptiques, à la pensée qu'un autre vote pouvait les leur supprimer, il n'est plus permis de douter que tout ce monde-là, nos maîtres, entendez-vous, ont de grands besoins d'argent.
>
> Pour ne pas le comprendre, il faut être un catholique monarchiste de l'école oratoire et académique que vous connaissez.
>
> Supposez, maintenant, une opposition riche de 40 millions, et la République aura vécu.

Sans provoquer de débat vain, je renvoie le lecteur aux observations déjà consignées [29].

Nous craignions, Dutrait-Crozon et moi, d'avoir trop insisté sur ce point de vue. L'expérience montre qu'il faut le répéter ; l'argent est nécessaire, mais, si l'on s'en tenait à l'unique souci du moyen financier, on n'aboutirait qu'à des complications dangereuses. L'argent tout seul ressemble à la diplomatie réduite à ses propres moyens, telle, par exemple, que la pratiquait M. Delcassé, qui « manœuvrait » l'Empereur et le Grand Seigneur, sans se mettre en peine d'un appui militaire. L'argent ne représente la force qu'à la condition d'être doublé et secondé par le fer. Répétons : « Quand Henri IV acheta les chefs de la Ligue, ce fut après les avoir vaincus. Il était trop subtil pour leur offrir grand-chose avant d'avoir prouvé sa force, ses adversaires étant trop à l'aise pour le jouer. » Il y aurait d'ailleurs infiniment à dire sur ce sujet délicat, mais à dire plus qu'à écrire [30].

[29] Au chapitre I, à propos du « coup n° 1 ». (N. D. É.)

[30] Constatons que la doctrine de la « Corruption » proprement dite est ici conseillée en toutes lettres par un publiciste hostile aux idées de *L'Action française* et que les rédacteurs de *L'Action française* lui répondent par une doctrine très différente.

IX. — Grave confirmation Une parole du général Dessirier

Un de nos lecteurs et ligueurs, parfaitement connu de nous, Poulard fils, 21, rue du Miroir, à Melun, chef d'industrie à Rueil, ayant trouvé dans notre Revue les chapitres qui précèdent, m'adresse une communication d'un grand intérêt. Mieux que toute raison elle confirme nos sentiments sur l'état d'esprit des chefs militaires et le véritable motif de ce qu'on nomme leur inertie devant les désordres publics.

> J'ai lu, nous dit M. Poulard, les articles où vous posiez cette question. Comme vous, j'y ai répondu affirmativement, et comme vous j'ai pensé que non seulement le coup de force était possible, mais encore qu'il était nécessaire, qu'il était seul capable de rendre la France aux Français.
>
> J'ai trop connu, depuis que je suis le mouvement social et politique, de ces jeunes gens ardents et enthousiastes qui gaspillaient leur force, leur argent et leur intelligence à édifier péniblement des caisses de crédit, des dispensaires, des bibliothèques publiques, où jamais on ne parlait politique, où jamais l'ouvrier égaré là ne trouvait le bon livre, le livre clair et logique qui lui parlât raison française.
>
> J'ai trop vu de ces généreux prendre des mines de vaincus et aller implorer une consécration quasi officielle au maire radical ou au préfet, en affirmant que jamais ils n'avaient songé à faire de la politique.
>
> Tous ces pauvres illusionnés s'imaginaient que par ces moyens ils détournaient d'eux la foudre gouvernementale et prenaient le cœur de leurs obligés qui, par reconnaissance, sans doute, devaient deviner leurs opinions et les faire leurs !
>
> J'ai cru à cette méthode, mais voilà six ans que vous m'avez ouvert les yeux. J'étais déjà de vos disciples quand, il y a trois ans, j'ai vu quel chemin il nous restait encore à parcourir.

C'était au moment de l'affaire Dautriche, Rollin, Mareschal et François [31] (1904). Je connaissais intimement le gouverneur de Paris, général Dessirier, dont mon père avait été le compagnon d'armes en Afrique.

Soldat courageux, vosgien de corps et d'âme, il avait été républicain sous l'Empire et disgracié par un préfet d'Émile Ollivier, dont, frais émoulu de Saint-Cyr, il avait combattu les manières de faire. Blessé en 1870, prisonnier en Allemagne après Sedan, évadé une seconde fois, il avait dû à l'amitié de Grévy et à l'inflexibilité de ses principes républicains toutes les faveurs dont la République l'avait comblé.

Dans ses conversations particulières, il m'avait bien déjà laissé entendre quel était son mépris pour la bande de misérables alors au pouvoir. Mais ce matin-là, je le trouvai blême, affaissé, vieilli de dix ans, dans ce froid et sévère cabinet de travail des Invalides où, seule avec quelques tableaux de bataille, la carte en relief de la frontière de l'Est rompt l'uniformité de la tapisserie. Tout d'une haleine il me raconta qu'ON voulait lui forcer la main pour qu'il rendît une ordonnance de non-lieu en faveur des quatre officiers poursuivis, mais que lui n'accepterait jamais de les déshonorer et qu'il les enverrait, comme ils le demandaient, devant un Conseil de guerre.

Puis brusquement, plus sombre encore :

« Ils me feront mourir, s'écria-t-il, mais vous verrez cela, vous : Picquart ministre, et Dreyfus colonel. »

Après le déjeuner, comme nous fumions un cigare, je saisis brusquement l'occasion :

— Vous êtes maître de Paris, mon général, pourquoi ne les fichez-vous pas en prison ?

Je vois encore sa grande et belle figure, où deux cicatrices mettaient un peu de rudesse, se contracter.

— Et mon honneur de soldat ? me répondit-il…

Puis, après une réflexion :

— Et après ? Qui mettrai-je à leur place ?

---

[31] L'affaire Dautriche fut l'un des nombreux épisodes de la grande Affaire Dreyfus. Le général André, cherchant à salir l'ancien bureau des renseignements, affirma que trois de ses officiers, le lieutenant-colonel Rollin et les capitaines François et Mareschal, avaient détourné une somme de 20 000 francs et que leur complice, l'officier d'administration Dautriche, archiviste du Ministère de la Guerre, avait tenté de dissimuler le vol par des grattages et surcharges sur ses livres de comptabilité. Mais cette accusation était si mal établie que le commissaire du gouvernement avait conclu à une ordonnance de non-lieu.

Les accusés, alors, refusèrent cette solution, réclamèrent leur mise en jugement et furent blanchis. Ce fut un échec des dreyfusards ; mais le dossier monté par André était si faible que, d'après Reinach cité par Georges Sorel, seul des principaux promoteurs de la révision, Jaurès appuyait André ; les autres se turent, le blâmant intérieurement. (N. D. É.)

> Je n'osai point prononcer le nom que j'avais sur le bout de la langue. Je l'eusse fait deux ans plus tard !
>
> Un an après, le général Dessirier était mort ; deux ans après, Dreyfus était commandant et Picquart ministre.
>
> De cette conversation [32], j'ai conservé la persuasion que le coup de force était possible. D'avoir vu un général républicain (sous l'Empire) hésiter et biaiser avant de répondre à une demande de pronunciamiento catégorique m'a donné tout espoir. Nous réussirons par le haut et par l'armée. Cela eût été difficile avec un homme comme Dessirier, dont le profond loyalisme était si connu des hommes au pouvoir qu'ils supportaient toutes ses boutades, à cause de leur confiance en lui. Si nous avons échoué avec des soldats, aujourd'hui nos amis, parce que les soldats sont traditionnels et que la République a déjà ses traditions, nous ne pouvons pas ne pas réussir avec des généraux, comme j'en connais, qui, fils de la faveur républicaine, seront demain les plus ardents à briguer des faveurs royales plus grandes.
>
> Prenons donc les amis les plus chers du pouvoir actuel, les plus fidèles, de l'escorte prétorienne de Clemenceau. Ayons l'argent, et par l'argent, achetons tous les moyens et tous les mobiles. Achetons les femmes, achetons les consciences, les trahisons [33]...
>
> Quelque romanesque que puisse paraître le moyen préconisé, je parle à des gens trop revenus des moyens parlementaires pour n'être pas approuvé sans réserve.

C'est bien le cas de rappeler que, en octobre 1659, Georges Monk faisait inscrire sur ses étendards que « le Gouvernement ne peut subsister que par l'entière soumission du pouvoir militaire au pouvoir civil » et que « la république doit être gouvernée par des parlements » ; en mai 1660, il faisait proclamer Charles II ! Voilà un fait. Le dialogue de notre correspondant et du général Dessiner est un autre fait. Quant aux idées, nous pourrions en

---

[32] Dans une autre lettre, M. Poulard me disait :

> J'ajouterai même un détail que mon père pourrait vous confirmer. Ce même jour où nous eûmes avec le général Dessirier la conversation que vous avez rapportée, le gouverneur de Paris avait rendu visite dans la matinée à M. Loubet, président de la République, à qui l'unissaient des liens d'amitié. Il lui avait proposé, après avoir écouté les lamentations de M. Loubet sur le rôle ignoble qu'on lui faisait jouer, de lui prêter son entier concours pour dissoudre les Chambres et demander leur démission aux ministres. Mais le Président, après avoir un moment parlé d'adresser un message au pays et de provoquer de nouvelles élections, demanda à réfléchir. Bien entendu, le général Dessirier n'en entendit plus parler.

[33] Sur ces horribles et abominables paroles voir notre Appendice II (*Trois consciences délicates*).

ajouter à perte de vue sur cette doctrine du coup de force, mais elle est de simple bon sens.

Bornons-nous à recueillir l'argumentation très sensée d'un de nos confrères les plus distingués de la presse de province, M. Francis Guiguier, directeur du *Patriote de Saint-Dizier* [34] :

> De « bonnes élections », dans l'état actuel des mœurs gouvernementales, c'est la chose du monde la plus impossible à faire. Borner son ambition à l'action électorale, c'est donc sciemment dépenser en pure perte son temps, son argent et son énergie.
>
> Mettons-nous bien dans l'esprit qu'il n'est possible de sortir de ce régime de tyrannie que par un coup de force. Et la nécessité de ce coup de force, dont conviennent, dans l'intimité, les esprits les plus timorés eux-mêmes, il faut la dire, la répéter, la crier sans se lasser :
>
> 1. Parce qu'ainsi nous préparons l'opinion à envisager avec sympathie une éventualité en dehors de laquelle aucune réforme d'aucune sorte n'est possible.
> 2. Parce que c'est en répétant à satiété que la France ne peut être libérée que par un coup de force, que le vœu de tous les bons Français aura chance d'arriver jusqu'au soldat audacieux, jusqu'au fonctionnaire énergique ou jusqu'au politicien ambitieux qui se sentira assez de patriotisme et de cœur au ventre pour risquer la partie. Or ce risque-tout n'agira, ne se décidera à agir, que s'il sent l'opinion suffisamment préparée à son acte et s'il sait que des volontés et des énergies sont prêtes à le seconder.
>
> J'estime, quant à moi, que la tâche unique de la presse d'opposition est, après les leçons du passé qui proclament l'inanité de la tactique électorale, d'enseigner au pays l'utilité et la nécessité du coup de force libérateur.

Notons enfin qu'un vétéran de la cause royale, M. Martin, directeur de *L'Espérance du peuple*, de Nantes, en publiant quelques extraits et commentaires de ces études, en conclut qu'il fallait « préparer l'opinion », car le facteur moral forme l'élément décisif du coup matériel. C'est ce facteur unique, c'est la volonté et la pensée d'un but défini qui a manqué au général Dessirier comme à tous les autres. Il ne manquera point aux chefs civils ou militaires que notre propagande saura toucher [35].

---

[34] Aujourd'hui secrétaire adjoint de la rédaction à *L'Action française* quotidienne.

[35] Cette propagande doit, naturellement, comporter toutes les notions qui forment la preuve de la vérité politique : la monarchie est de salut public (voir l'*Enquête sur la monarchie*), la République perd nécessairement la patrie (voir *Kiel et Tanger*). Le présent opuscule ne peut être isolé de l'ensemble de nos publications.

Conclusion
Après deux ans : à nos risques et périls

Ainsi raisonnions-nous, le lecteur ne l'a pas oublié, au premier trimestre de 1908, dans la revue d'Action française, avant qu'un seul exemplaire du journal qui porte le même nom eût commencé à propager nos idées dans le grand public.

C'est avant le 21 mars, premier jour du printemps de l'année 1908 et premier jour de notre propagande quotidienne, que, du fond de nos catacombes, alors bien ignorées, bien obscures, presque muettes ! nous décrivions la méthode du coup de force avec l'assurance profonde que les organes nécessaires à cette opération se formeraient d'eux-mêmes dès que l'esprit public commencerait à en discerner la nécessité.

Un regard sur la chronique Politique de 1908 et 1909 [36] découvre quels progrès réguliers la doctrine royaliste et la méthode du coup de force ont faits, sans discontinuer, aussi bien dans la tête des Français réfléchis que dans les actions de la rue.

Ces progrès commencèrent en avril-mai 1908, lors de ce voyage en Allemagne du professeur Andler [37] qui souleva l'indignation de la jeunesse intelligente, et provoqua un sursaut de patriotisme au Quartier Latin. Puis, le président de la République, étant allé au Panthéon glorifier les cendres hideuses de Zola, fut accueilli rue Soufflot et boulevard Saint-Michel par les huées et les sifflets de cette jeunesse unanime. À l'automne, quand Grégori, qui avait tiré sur le traître Dreyfus, eut été acquitté par le peuple de Paris, un jeune artiste, Maxime Real del Sarte, alla reprocher publiquement leur

[36] On peut consulter là-dessus l'almanach de l'Action française pour 1910.

[37] Charles Andler (1866–1933) fut un éminent germaniste, professeur au Collège de France et par ailleurs militant socialiste convaincu, traducteur notamment du *Manifeste communiste* de Karl Marx. En avril 1908, il se rend à Berlin avec ses étudiants où il tient deux conférences. Ce voyage provoque une violente réaction politique de l'Action française. (N. D. É.)

indignité aux membres de la Cour de cassation, coupables ou complices de la réhabilitation de Dreyfus ; c'était en plein prétoire, à l'audience de rentrée, les criminels ne surent que baisser le front sous l'outrage. S'étant retiré sans être inquiété, le jeune vengeur du droit et des lois, devenu le prince de sa génération, souleva de nouveau le Quartier Latin, cette fois contre le professeur Thalamas qui avait insulté Jeanne d'Arc. La Sorbonne fut prise un jour de vive force, un autre jour par surprise et conjuration, au milieu d'un peuple de spectateurs, d'abord inerte, puis attentif, séduit et charmé. Ces nouvelles émeutes, dirigées par une poignée de jeunes héros, furent exécutées avec tant de souplesse qu'on peut les considérer comme un premier modèle du coup décisif. Elles en sont au moins comme la répétition ou les grandes manœuvres, ou encore l'ébauche un peu réduite, l'épreuve à agrandir et à développer. Mais déjà il est juste de convenir que la perfection est touchée ; nous n'entrerons pas mieux au Ministère de l'intérieur que ne firent Pujo et sa petite troupe au dernier cours de Thalamas, barré par la police, les municipaux et l'armée.

Tandis que s'opéraient ces actions directes qui valurent environ dix mille jours de prison[38] aux étudiants d'Action française, à la Ligue nouvelle des Camelots du Roi, fondée et présidée par Maxime Real del Sarte, et à différents autres groupements conduits en majeure partie par des royalistes, tels qu'André Gaucher, parallèlement à l'œuvre immédiate de l'Action française et de ses amis, se produisit un fait très caractéristique : le 25 décembre 1908, un garçon de café patriote, Jean Mattis, s'étant placé sur le passage du président de la République, le saisit au menton, lui tira durement la barbe et le jeta sur le sable de la chaussée.

Toute l'année suivante aura été remplie des réactions diverses que l'affaire Mattis, jointe à l'affaire Thalamas avait déterminées. Ces deux affaires synthétisent la volonté d'une génération résolue à tout pour manifester et propager sa foi politique. Et cette année de dévouements et d'héroïsmes, ce 1909 de batailles et de prison, vient d'être mystérieusement couronné, douze mois, jour pour jour, après l'attentat de Mattis, par l'étrange rumeur de l'arrivée du roi de France à Paris pendant la nuit du réveillon. On se rappelle toute la police surprise, les portes surveillées, l'alarme si profonde et si générale qu'on n'en put garder le secret dans les milieux officiels et que leurs journaux du lendemain et du surlendemain durent avouer que l'image du Prétendant avait fait passer deux mauvaises nuits à la République. De vieux républicains comme Rochefort en eurent grande honte. « Le ministère, disait-il, ne s'aperçoit pas qu'afficher ainsi sa terreur est le meilleur moyen de faire le

[38] On a parlé à ce propos « d'équipées juvéniles ». Les magistrats de la République en ont jugé un peu autrement.

jeu de l'adversaire dont il avoue avoir une peur atroce. Il propage lui-même l'idée que le duc d'Orléans pourrait bien être dans nos murs. » C'est bien ainsi que l'anarchie gère de temps en temps les affaires de l'ordre.

Une feuille républicaine de province, admirablement informée des coulisses de notre État, *Le Petit Marseillais*, a donné la lettre suivante d'un correspondant parisien, résumant la conversation d'un « haut fonctionnaire renseigné » :

> On a eu la sensation, la nuit dernière, que des évènements sérieux allaient se produire. Le préfet de police a veillé très tard et il n'est rentré chez lui que lorsqu'il a eu la certitude que le duc d'Orléans n'avait pas pénétré dans Paris. De nombreux agents avaient l'ordre de l'arrêter. Le prince n'est pas entré dans la capitale ; il n'aurait pas pu y pénétrer sans être reconnu et, par conséquent, mis en état d'arrestation ; mais il est venu dans les environs, où il a séjourné quelques heures ; après quoi, il est retourné à Bruxelles dans une automobile à allure extra-rapide...
>
> Les agents chargés de la surveillance de l'arrière-petit-fils de Louis-Philippe signalèrent son départ pour la France. Il faut croire qu'il ne leur fut pas possible de l'y rejoindre pour l'arrêter, puisqu'ils se contentèrent d'annoncer l'événement. Sur cette indication, la police secrète parisienne fut mobilisée. Mais que venait donc faire le prince à Paris ?
>
> Voici la version qui m'a été fournie. Le duc d'Orléans se tient au courant, avec une attention extrême, de tous les faits qui peuvent amener des désordres dans Paris. Il savait donc que M. Pataud préparait une grève qui, si le préfet de la Seine n'avait pas capitulé, sur l'ordre du ministre de l'intérieur, en donnant sa parole que les améliorations exigées par les révolutionnaires seraient accordées, aurait infailliblement éclaté et engendré des troubles qui auraient pu avoir un caractère grave. Dans cette éventualité, le prince, sur le conseil de ses amis, résolut donc de se rendre à Paris ou dans les environs de la capitale pour y observer de près la marche des événements. C'est la pensée de ses conseillers qu'il viendra un jour où Paris sera bouleversé par une émeute et qu'il sera alors très avantageux pour lui de se trouver à proximité de la capitale, afin de profiter de l'occasion pour se saisir du gouvernement. Le prince est brave et déterminé. Sur ce point, il ne peut y avoir aucun doute. Mais c'est, en même temps, un homme avisé qui ne se jettera qu'à bon escient dans une pareille aventure. On comprend, d'ailleurs, l'avantage qu'il y aurait pour lui à être près de Paris, au cas où les événements justifieraient la tentative à laquelle il est, assure-t-on, résolu de se livrer, le cas échéant. C'est pourquoi il était, la nuit dernière, dans les environs de la capitale.

Le Petit Marseillais donnait ici les curieux détails que l'on a lus plus haut sur la garnison de Paris et les intelligences qu'y entretient, dit-il, notre Prince. La lettre fournissait les conclusions suivantes :

> Quoi qu'il en soit, après être resté en observation pendant quelques heures, il s'est éloigné. Le gouvernement, qui a été mis au courant de sa présence, qu'il n'a pu empêcher, car on n'est pas arrivé à connaître exactement le lieu où il s'était arrêté, avait décidé de la faire démentir, mais il s'est ravisé. Il est possible, pourtant, que, pour rassurer l'opinion, que cette nouvelle a émue, il revienne sur sa décision. Mais ce fait n'en est pas moins incontestable. Il paraît même que ce n'est pas la première fois que, la nuit précédente, le duc d'Orléans s'est trouvé ainsi à quelques minutes de Paris. Il pourrait bien se faire même que ce ne fût pas la dernière.

Parbleu ! Ce fut le cri de toute la presse royaliste, surtout dans nos provinces, où elle est si fidèle. Des écrivains comme M. Martin de *L'Espérance du peuple* de Nantes, ou M. Béraud de la Revue de l'Ouest, ou M. Hubert Bailly du *Réveil de la Haute-Saône*, jeunes et vieux, tous nos amis sentirent la nouvelle vérification qui nous était apportée par les faits.

L'un dit : « Nos gouvernants ont eu une peur bien explicable, d'ailleurs. Ils sentent la terre trembler sous leurs pas, et les Camelots du Roi ont si bien manœuvré que chacun se dit :
— Si la République tombe, c'est le Roi qui relèvera l'autorité ébranlée. »

Un autre : « Ces ministres et les journalistes à leur solde, ces députés, ces sénateurs, font semblant de sourire quand on leur annonce le Coup nécessaire qui les emportera. Et cependant ils sont terrifiés, car ils savent mieux que personne la fragilité de l'ignoble échafaudage où ils campent. Ils se demandent en se couchant : *Est-ce pour cette nuit ?* »

Le troisième ajoute : « Cette aventure servira du moins à montrer aux naïfs et aux découragés que, plus que jamais, le classique Coup est possible, puisque le gouvernement de la Gueuse déploie un tel luxe de mesures pour s'en préserver. »

La question du Coup de force est donc ainsi posée non plus d'une façon abstraite ou dans le cabinet de quelque théoricien, mais en plein air, en pleine lumière et devant un public immense, à l'état d'émotion, d'appréhension, de curiosité, de désir. Le nom populaire de Camelots du Roi court sur toutes les bouches. La conspiration hautement déclarée de tous les membres de l'Action française, leurs complots publics contre la République et pour notre Roi sont discutés par une foule indéfiniment étendue. On va donc nous refaire les objections dont nous avons montré la faiblesse, il y a deux ans, devant un

auditoire d'initiés. Il est donc à propos de rappeler nos anciennes réponses qui valaient moins hier qu'elles ne valent aujourd'hui et qui seront demain plus abondamment confirmées par un ensemble de faits nouveaux dont nul pouvoir humain ne saurait désormais arrêter ni ralentir la génération. L'idée vivace, l'idée forte, l'idée vraie développe ses conséquences en actions de plus en plus directes, utiles, efficaces, fécondes.

Ces actions, nous tenons à en réclamer hautement la responsabilité générale. C'est ce qu'a fait l'Action française, dans une note du 29 décembre 1909. En la reproduisant ici, l'auteur de l'opuscule rappelle aux parquets et tribunaux républicains qu'il est prêt à en répondre devant eux. Il s'agit du salut public.

Cette note, intitulée *Le Coup de Force*, disait :

> L'Action française, ayant toujours veillé à produire devant la nation qu'elle veut rallier des explications satisfaisantes sur son but et sur ses moyens, a toujours déclaré que la substitution de la Monarchie à la République, condition nécessaire du salut du pays, ne se ferait vraisemblablement pas, à moins d'événements extraordinaires, par des moyens électoraux.
>
> L'Action française a toujours dit que le gouvernement existant serait très probablement renversé, comme la plupart des gouvernements qui l'ont précédé, par la force.
>
> L'Action française a toujours dit que la préparation et l'organisation de ce Coup de force, comme la constitution et la diffusion de l'état d'esprit qui doit permettre au coup de force de réussir, étaient des éléments essentiels et nécessaires de son programme. Elle en a toujours revendiqué hautement la responsabilité. C'est dans la plénitude des droits et des devoirs qu'un état d'anarchie à peine voilé nous confère que, citoyens français, nous travaillons à jeter bas la fiction légale et constitutionnelle qui s'oppose à l'ordre, à la loi et au Roi.
>
> Dans cette entreprise préalable, qui ne demande que de l'intelligence et du dévouement, l'Action française a toujours déclaré agir toute seule, en son propre nom. Sa fidélité même au principe de la Royauté lui a toujours fait un devoir rigoureux d'éviter d'engager et de compromettre dans son effort soit le principe, soit la personne du Roi. Notre assaut n'est qu'un moment de l'histoire de France et la Monarchie doit durer autant que le pays. Notre assaut peut subir un échec, notre volonté ou notre bonheur peuvent connaître des éclipses, et la Monarchie plane au-dessus des atteintes et des fluctuations. Voilà pourquoi nous avons toujours dit que nous ferions le coup et, le coup réussi, que nous appellerions le Roi.
>
> Rien de plus comme rien de moins.

> Nous disions : nous, et nous ne disions pas : un autre. Vingt mois de journal quotidien, dix ans de revue bi-mensuelle, nos collections sont là pour témoigner de notre pensée.
>
> Nous ne la laisserons altérer dans aucun cas. Nous ne permettrons surtout pas qu'on la dénature pour en affaiblir la portée et pour nuire à la cause royale dont l'éclatant progrès quotidien effraie. Le bruit qui s'est répandu au sujet de la présence de Monseigneur le duc d'Orléans à Paris pendant la nuit de Noël a donné l'occasion à quelques personnes de faire de prétendues révélations sur les pensées et les projets du Prince, et l'on a même affirmé et publié que Monseigneur le duc d'Orléans était résolument hostile à tout ce qui pourrait ressembler à un coup de force.
>
> Nous devons mettre les patriotes français en garde contre les parasites propagateurs de mensonges intéressés. Comme Henri IV, dont il porte le sang, le duc d'Orléans songe avant tout à reconquérir son royaume. Le Prince qui a dit : « On rentre comme on peut » ne désavoue d'avance aucun des moyens qui, en lui rendant le trône, délivreront la France d'un régime de ruine et de mort. La pensée de Monseigneur le duc d'Orléans est connue de tous. Les fables qu'on répand sont quelquefois les calomnies de l'adversaire. Quelquefois aussi les calomnies de la trahison.

Aucun royaliste ne saurait perdre de vue quelle réception magnifique fut faite à York-House par Mgr le duc d'Orléans, le 31 janvier 1900, aux inculpés et aux condamnés de la Haute Cour. Il n'y avait là que des conspirateurs. Leur coup avait manqué, ils ne l'en avaient pas moins préparé. Loin d'en faire mystère, les Buffet, les Saluces et leurs amis s'en étaient prévalus et glorifiés. « Je suis fier de vous, leur dit le Prince. Je vous disais que nous ne permettrions pas l'attentat contre la patrie. J'étais sûr de vous. Nous ne l'avons pas permis. » Ce discours de réception peu banal se termina ainsi : « Continuons sans défaillance à lutter ouvertement pour nos idées, ne cédant à aucune menace, afin que le pays ne puisse jamais nous reprocher d'avoir reculé devant rien pour accomplir le grand œuvre national… Nous n'atteindrons le but que par une politique d'affirmation énergique et de vigoureuse action. »

Cette noble justice rendue à des héros ne doit certes pas être comprise comme un ordre donné à d'autres combattants. Ces ordres-là, chacun se les donne à soi-même, et on les exécute ou l'on se fait hacher. Mais, en gardant pour nous la complète responsabilité de nos actes, de notre initiative et de ses conséquences, en agissant tout seuls à nos risques et périls, nous avons bien le droit de mettre les pièces publiques sous les yeux du public. Elles suffisent à répondre aux indignes calomniateurs d'un grand Prince.

Il n'y a donc plus qu'à récrire avec sérénité la déclaration que formule tout adhérent à la ligue d'Action française :

> *Français de naissance et de cœur, de raison et de volonté, je remplirai tous les devoirs d'un patriote conscient.*
>
> *Je m'engage à combattre tout régime républicain. La République en France est le règne de l'étranger. L'esprit républicain désorganise la défense nationale et favorise des influences religieuses directement hostiles au catholicisme traditionnel. Il faut rendre à la France un régime qui soit français.*
>
> *Notre unique avenir est donc la monarchie telle que la personnifie Monseigneur le duc d'Orléans, héritier des quarante Rois qui, en mille ans, firent la France. Seule, la Monarchie assure le salut public et, répondant de l'ordre, prévient les maux publics que l'antisémitisme et le nationalisme dénoncent. Organe nécessaire de tout intérêt général, la Monarchie relève l'autorité, les libertés, la prospérité et l'honneur.*
>
> *Je m'associe à l'œuvre de la restauration monarchique.*
>
> *Je m'engage à la servir par tous les moyens.*

Appendice I[39]

Centralisation et conspiration

À la troisième séance de son premier Congrès (décembre 1907), le Siège central de la Ligue d'Action française fit la communication suivante pour attirer l'attention et la réflexion des Ligueurs sur le meilleur et, par conséquent, sur l'unique emploi de leur ressources, la seule direction utile de leur effort :

I. — L'État est Dieu

Le mécanisme de la centralisation administrative est si efficace, ses effets sont si puissants et si continus qu'ils tendent à modifier, non seulement les rouages de l'ordre politique, mais les meilleurs éléments du corps social. Nous l'avons établi nettement avant-hier. Cela double nos difficultés. Les rapports de Toulouse, de Tours, de Bordeaux, de l'Ouest tout entier, vous l'ont dit : d'une part, le public ne peut pas voir l'Étranger de l'intérieur embusqué dans tous les couloirs de la bureaucratie. Le Juif de France n'est pas reconnu, respiré et flairé, comme il l'est en Pologne, en Algérie ou en Alsace ; son action tout à fait secrète se confond avec l'action la plus centrale du gouvernement. D'autre part, cet État central, tout oppresseur et persécuteur, apparaît au public comme une très sublime providence qu'il aime, craint, et dont il ne peut se passer.

Cette situation funeste et pleine de menaces a cependant de bons côtés ; il faut les voir.

N'y a-t-il pas, en effet, quelque chose de très significatif, de nature à encourager bien des espérances, dans cet instinct ou dans cette nécessité qui porte la masse française à se tourner automatiquement du côté du pouvoir,

[39] L'ouvrage publié en 1910 à la Nouvelle Librairie nationale compte trois appendices. Le premier d'entre eux reprend le texte de *Mademoiselle Monk*, que nous avons publié par ailleurs et que nous ne reprenons pas ici. En conséquence, les appendices numérotés II et III dans l'édition de 1910 deviennent ici I et II. (N. D. É.)

du Pouvoir en soi, quel qu'il soit, quand cet instinct et cette nécessité se traduisent par un mot tel que celui-ci, qui nous vient de Béziers : « On serait royaliste si le roi donnait des places ou des faveurs », ou quand on constate en Gironde que, en élisant leurs parlementaires, les ruraux se soucient de « se procurer un protecteur bien en cour » ? Être favorisé, protégé ou placé, voilà donc l'objectif de notre « peuple Souverain » !

Quelque disciple de M. Demolins [40] objecterait qu'une telle mentalité est spéciale à ce Midi centralisateur, centralisé, étatiste et esclave, de l'Hérault ou du Médoc. Mais dans le rapport de M. de Saint-Méloir sur les Côtes-du-Nord, nous lisons aussi que la masse électorale n'a pas, à dire vrai, d'opinion politique et que l'on peut tenir pour vérité générale et constante l'avis d'un riche paysan breton maire de sa commune depuis 1872 : « Je ne connais, disait-il, dans ma circonscription, que deux maires indépendants. En effet, pour se maintenir, le maire a besoin de distribuer des faveurs à ses électeurs ; il est élu pour leur obtenir ces faveurs qu'il est obligé de demander à la préfecture. Il est donc impossible que, dans la très grande majorité des cas, il ne fasse pas voter pour le candidat ministériel. Un maire cultivateur n'a pas l'indépendance suffisante pour se soustraire à cet état d'esprit qui prédispose la foule à toujours voter dans le sens du gouvernement. C'est la raison pour laquelle et de plus en plus les électeurs en ce pays échapperont aux partis d'opposition. C'est aussi la raison pour laquelle nos élus républicains, de quelques noms qu'ils se soient parés, opportunistes ou radicaux, ont toujours été ministériels, changeant leur étiquette suivant les temps. » Il en sera surtout ainsi dans les circonscriptions de montagnes. M. Bertran de Balanda l'a établi dans son rapport sur nos sections de la Catalogue française. Les pauvres montagnards sont tellement serfs de l'État qu'il faut, pour emporter leur majorité, surenchérir contre l'État ou contre la Juiverie, ce qui est cher et ne dure guère, comme le prouverait l'historique des candidatures diverses posées par les frères Reinach dans les Alpes de Provence et de Savoie. Mais de riches pays de plaines ne montrent pas nécessairement plus d'indépendance. Un argument décisif, dans la vallée de la Garonne, est, sans plus : « Le gouvernement n'approuve pas ça. » Une décision blesse-t-elle les consciences ? Si elle vient de l'État, c'est-à-dire, en somme, du lieutenant actuel du Roi, le public paysan se contente de dire : « Le gouvernement doit avoir ses raisons. » Ces généralités autoritaires semblent-elles abstraites ? Voici du concret : à Aire-sur-Adour, il y a deux partis : les lourtiesards et les anti-lourtiesards, c'est-à-dire les contents et les mécontents d'un M. Lourties ;

[40] Edmond Demolins, dissident de l'école leplaysienne, est mort en 1907, et son influence se poursuit à travers sa revue *La Science sociale*. Ses analyses empreintes d'un certain dogmatisme anti-méridional ont été souvent moquées et dénoncées par Charles Maurras – *cf.* la note n° 2 de l'article « Français, aimons-nous nous-mêmes ». (N. D. É.)

ce M. Lourties, maire, conseiller général, sénateur, ministre d'un jour et ministrable en permanence, étant traité là-bas comme source et fontaine unique des biens et des maux de chacun. On assurait jadis à la démocratie française que salut, santé et bonheur, « tout dépendait d'elle ». Mais elle n'en a rien cru. Ce phénomène d'immanence l'a laissée profondément sceptique. Elle s'est obstinée à regarder en haut, vers le ciel ou vers le plafond de la politique, aux lieux supérieurs d'où pleuvent l'aide et le secours dès qu'on a su se les rendre propices. Ce n'est point là simple survivance ni pure corruption de l'esprit monarchique. L'animal religieux qui est au fond de l'homme se révèle en de pareils traits.

À notre ami M. Arnal, qui venait de leur faire une conférence monarchiste, les révolutionnaires du *Foyer du peuple* de Toulouse se sont bornés à répondre un mot que vous avez déjà entendu et qu'il faut répéter pour le graver dans la mémoire de tous les partisans et de tous les hommes d'État :

— Vous avez peut-être raison ; mais ce que nous voulons avant tout, c'est arriver, et vous n'avez pas encore assez de chances de succès pour que nous vous suivions.

Comme on leur demandait s'ils consentiraient à servir en qualité de fonctionnaires un gouvernement monarchique, ils ont répondu :

— Avec enthousiasme !

Cynisme ? Oui. Arrivisme ? Indubitablement. Mais cela prouve encore qu'on ne tient plus à la République et que la démocratie, autrefois appelée *la Sainte*, entourée, il y a trente ans, d'un nimbe, ne trouve plus à se faire aimer pour elle-même... En revanche, on aime toujours à gouverner et à administrer, à servir le gouvernement et à être servi par lui, à être gouverné, à être administré. L'amour de la Liberté a péri. Mais l'antique nécessité du roi subsiste, sous forme inconsciente pour le public observé, mais très sensible à l'observateur. Quelle extrême inertie dans cette foule dont plusieurs de nos amis ont si follement peur ! Et dans quelle énorme proportion s'accroissent les moyens du Pouvoir, tel qu'il se développe si facilement tous les jours !

Mais, corollaire immédiat, le centre d'un pareil pouvoir une fois conquis, tout est conquis en même temps. On ne peut rien si l'on ne s'empare de ce point capital ; si l'on s'en empare on peut tout. La centralisation, qui facilite tant d'abus, nous désigne le lieu par où se fera la culbute. Tout est donc vain, politiquement, en dehors du théorème fondamental de l'Action française : *qu'il faut viser au centre, et que c'est par là qu'il faut commencer.*

II. — Il faut s'emparer de l'État

Tous nos amis le savent. Or nous leur demandons de ne pas se contenter de le bien savoir. Car cette vérité, il est important qu'ils la vivent et la pratiquent chaque jour. Car tous les mouvements de notre propagande doivent être pesés, calculés, dirigés au clair de cette vérité, tout ce qui se fait hors de là représentant le gaspillage de l'énergie et la perte du temps, sans compter un argent qui peut être mieux employé.

Nous ferions une faute et nous commettrions une erreur si, en cédant à des sollicitations trop flatteuses, nous essayions d'être une Ligue centralisée. Notre méthode est d'initiative et d'autonomie. Nous n'avons pas d'autre avenir. Toute la valeur vraie de l'Action française consiste à éveiller, à susciter, à exalter les esprits dans un même sens, le sens dans lequel nous nous efforçons de marcher nous-mêmes tant bien que mal. C'est une méthode d'aspiration, d'entraînement, d'attrait : après avoir expliqué, non seulement ce qu'il faut faire, mais pour quelle raison précise il faut le faire, nous nous mettons à le tenter. Qui comprend notre idée et qui sympathise avec elle fait comme nous. Qui nous aime nous suit ; ce n'est pas plus malin. Les nombreux amis inconnus que nous nous sommes faits par ce procédé nous sont trop précieux, nous sommes trop profondément honorés de leur amitié pour rien changer de ce qui nous conquit leur suffrage et leur adhésion.

Donc aucune centralisation matérielle, aucune discipline imposée, ni même acceptée et souscrite avec de l'encre sur du papier ! Nous recommandons, en revanche, une discipline sévère, une centralisation sans pitié pour ce qui touche aux doctrines et aux méthodes. L'intolérance s'impose ! Intolérants sur la doctrine et la méthode, nous ne perdrons jamais une occasion de dire, du ton le plus simple et le plus amical, mais aussi le plus ferme, aux bien intentionnés qui se trompent de route : « Mon ami, cette route ne conduit nulle part. Mon frère en royalisme ou en patriotisme, vous allez aboutir, de ce train, à l'impasse d'où il faudra revenir sur vos pas. »

Par nos lectures, par nos études, par nos calculs, par l'enseignement direct de ces Maîtres d'où tout nous vient, nous savons que toutes les voies sont des impasses, à la réserve d'une seule. Nous savons que la petite lumière de l'espérance ne petit briller sur nous que dans une certaine perspective bien déterminée, la perspective de la soirée ou de la nuit, dans laquelle un mouvement quelconque (ou populaire, ou militaire, à forme de complot muet ou de bruyante insurrection) approchera et cernera ce poste de Paris qui sert provisoirement de cerveau royal à la France, cette place Beauvau, ce Ministère de l'Intérieur, cette salle des dépêches en ce Ministère, où viennent aboutir et d'où se distribuent tous les fils du réseau qui tient notre nationalité prisonnière. Tout lecteur d'Action française, qu'il habite Marseille ou Lille,

Nantes ou Nancy, doit songer à viser ce point-là, ou ne rien songer. S'en souvenir de temps en temps ne peut pas suffire. C'est à propos de tout qu'il convient d'appliquer la commune mesure et le critérium constant. Un projet nous rapproche-t-il du poste visé ? C'est un bon projet. Il ne vaut rien s'il n'en rapproche pas. Tout est là parce que tout est là, nous n'y pouvons rien.

III. — Majeurs et mineurs

Il y a des Français actifs et des Français passifs.

Les passifs, bons sujets respectables, éminemment précieux considérés en eux-mêmes, ne sont personnellement d'aucune utilité par rapport à une action révolutionnaire comme la nôtre. Il ne faut ni les repousser, ni les dédaigner. Ce qu'on pourrait faire de mieux serait de les convaincre de rentrer au logis avec les enfants et d'y attendre en repos le sort des combats. Leur présence sur le terrain encombre. Leurs adjurations déplacées troublent inutilement. Les explications qu'on leur donnerait seraient vaines. Ils ne veulent rien, pas même comprendre. Il est vain de s'attacher à les convertir. Nous n'avons pas une heure à perdre devant des lieux que défendent l'erreur, l'intérêt, l'habitude, la pusillanimité, la jactance même. Elles sont imprenables. Il faut passer outre ; allons au plus court.

Dans son discours sur la « Conquête royaliste » prononcé le 16 juin 1906, notre ami M. Paul Robain a parfaitement indiqué les professions, les classes où en général le citoyen est actif et vers lesquelles il conviendrait, par conséquent, de concentrer presque uniquement l'effort de notre propagande : l'armée, comptait Robain, le clergé, l'Université, certaines administrations, les ouvriers de grande industrie, c'est à dire les catégories sociales où l'on a chance de rencontrer ce qu'un de nos rapporteurs, M. Bruyère, appelle « les meilleurs, les convaincus, ceux qui entraînent la masse ». Ajoutons : « ceux qui osent imaginer quelque chose d'autre que ce qui existe. » Nous devons y comprendre certains corps d'employés, comme ces voyageurs ou représentants de commerce, ces agents d'assurance dont nous avons parlé hier. En bref, visons, sachons viser, ce qui agit comme ferment au sein de la pâte française. Surtout aussi sachons avoir le dur courage de ne jamais perdre de temps à recruter ce qui n'est pas levain, ce qui n'est pas ferment, ce qui n'est pas excitateur, modificateur, réactif. On ne vous conseille certes point d'écarter ni d'exclure ceux que M. Beauregard, dans son rapport sur l'Orne, appelle dédaigneusement « les bons messieurs, les bonnes dames » ; on vous supplie de ne pas remuer la plus petite phalange du petit doigt pour les conquérir. Ils se dérangeront, à leur heure. Ne vous dérangez pas pour eux. Vous avez mieux à faire. Pour faire ce mieux-là ou pour le tenter, économisez

votre effort sur ce point, afin de le donner ailleurs tout aussi généreusement et beaucoup plus utilement.

On peut donc nous apprendre, sans nous donner d'alarmes, qu'à Roubaix il manque des ligueurs de professions libérales [41] ; d'Arcachon, de Dax, de Saint-Denis, d'Alençon, de Noyon, on peut nous écrire qu'on a bien une élite, mais l'élite du peuple, une élite sans procureurs, sans coulissiers, sans gros négociants. Du point de vue où nous nous plaçons, l'attitude de ces corps morts les met justement à leur place. Ils nous montrent aussi que nous sommes dans notre ligne, que nous suivons notre ordre, que nous faisons notre fonction qui est de nous mouvoir, de vivre et, en vivant, de troubler le repos des morts. Peut-être qu'un des grands bienfaits du ralliement aura été de nous alléger de cet élément de la population qui a certes un grand rôle à jouer dans la paix de l'État, mais qui n'entend rien à la guerre, et auquel nos projets de révolution rédemptrice ne peuvent inspirer qu'une muette horreur.

Avec beaucoup de sérénité et de calme, il convient de traiter tout ce monde-là en mineur. Agissons pour lui, mais sans lui. Servons son intérêt en tuteurs généreux. Sa manie de conservation, s'étendant peu à peu à garder la cause du mal, pourrait l'amener tôt ou tard à acquiescer, puis à collaborer aux destructions les plus odieuses. Seule, le sauvera d'une abjection aussi profonde à laquelle il est condamné, l'institution du gouvernement « sain et moralisateur » qui lui est nécessaire pour demeurer sain et moral. Mais cela nous regarde. Cela ne le regarde pas.

IV. — Notre royalisme consiste à faire la royauté

En faisant le travail que le monde conservateur est incapable de faire, on devra s'appliquer à ne rien faire de ce qu'il ferait volontiers si son mauvais destin lui avait donné notre rôle.

Par dessus tout, préservons-nous d'une sorte d'obsession, familière à bien des groupements qui se développent. Évitons de nous hypnotiser soit sur nos fondations, même les plus utiles, même celles qu'il est urgent de multiplier, soit sur une formule ou un enseignement de notre doctrine. Fondation et doctrine ne sont que des moyens. L'essentiel, le seul essentiel est de nous mouvoir, en ligne droite et vite, vers l'objectif. On est loin de nier le plaisir de flâner à droite et à gauche, ni l'intérêt du paysage à travers lequel il serait agréable de circuler. On ne nie rien. Mais il faut aboutir, pour aboutir choisir, et ne pas se laisser distraire du terme choisi. Le temps est court. Nos ressources ne sont pas grandes et les forces humaines sont bornées

[41] Un groupe d'ouvriers et d'employés, dirigé par M. Rickewaert, a fini par conquérir des médecins, des avocats, des professeurs (note de 1910).

misérablement par la fatigue et par la mort. Travailler ne suffit donc pas, il faut travailler bien. Il importe de compenser la pénurie par le bon emploi, un emploi utile et direct. Abrégeons et, pour abréger, ne nous trompons pas sur ce que nous voulons.

L'objet vrai de l'Action française, ce n'est pas, à bien dire, la monarchie, ni la royauté, mais l'établissement de cette monarchie, l'acte d'instituer cette royauté. Ne craignons pas d'être barbares[42] pour être clairs ; disons qu'exactement il s'agit de la *royalisation*, de la *monarchisation* du pays.

Ce qui est *Action française*, c'est ce qui contribue dans quelque mesure à avancer cet acte final. Ce qui n'est pas *Action française*, c'est tout ce qui, en inspirant une fausse sécurité, en donnant de petites satisfactions vaines, retarde ou gêne le progrès d'une action de salut public. La conversion d'un général en activité de service, la subornation d'un préfet, la séduction de quelque jeune étudiant bien obscur, s'il est intelligent, brave et actif, d'un chef ouvrier ayant de la tête et du cœur, voilà des faits d'Action française. Le maintien à la tête des municipalités villageoises d'un de ces pauvres maires conservateurs dont parle le rapport de M. d'Aubeigné, ce maintien pur et simple, qui n'avance à rien et qui ne tend même à rien, qui se couvre parfois sous des masques puérils, dont le moindre malheur est de ne rien cacher, voilà un fait flagrant *d'Inaction peu française*. Nous n'aurons pas l'enfantillage de le déprécier ; nous ne perdrons pas notre temps à le déplorer ; nous admettons sans difficulté que de tels faits peuvent présenter des avantages spéciaux fort considérables, vus à leur place, et que l'on a parfaitement raison de les considérer ; mais nous n'avons rien à faire de ce côté, le côté du *statu quo* qui n'avance à rien.

Le Siège central de l'Action française s'adresse donc à ses ligueurs pour les prier de faire sentir à leurs recrues, dès le premier mot de l'instruction qu'ils leur donneront et ensuite en toute occasion, la vérité profonde que notre président a voulu énoncer dès l'ouverture de ce Congrès. Nous ne sommes ni un bureau électoral, ni un groupement d'assistance, ni un simple parti d'opposition politique, ni une école philosophique pour changer les idées et les mœurs. Ce que nous sommes, c'est une conspiration. Nous conspirons à déterminer un état d'esprit. Cet état d'esprit, nous le destinons essentiellement à suggérer, à susciter, à seconder un coup, un coup de force, ce coup de force dirigé contre le régime qui tue la France.

Ceci bien posé, bien circonscrit et bien compris, nous retranchons de nous toute idée, tout projet ou toute attitude qui aurait pour effet de faire dévier ce programme, d'en retarder ou d'en atténuer la vive exécution. Dans ce programme est concentrée, à ce programme est littéralement consacrée toute

---

[42] En recourant à des néologismes qui sont grammaticalement des barbarismes. (N. D. É.)

notre force. Puissions-nous l'avoir défini aussi clairement qu'il est lui-même clair en nous ! Cette simple lumière déterminerait un grand bien, car elle suffirait certainement à réunir, à grouper, à utiliser dans une même direction et dans un même sens, pendant tout le laps de temps nécessaire, ces trésors de bonnes volontés merveilleuses qui sont éparses ou gaspillées misérablement. L'union tant désirée jaillirait toute seule sans le moindre appel à l'union. L'union naîtrait du fait que les hommes de cœur qui sont hommes de sens verraient enfin une œuvre à entreprendre, une œuvre possible, à la différence de tant d'impures chimères ; d'ailleurs, la seule œuvre possible, et la seule conçue sur des plans raisonnables, plans calculés justement et loyalement, sans vain déguisement des difficultés menaçantes, mais entourés aussi d'un exposé complet des moyens certains de tout surmonter. Nous avons confiance dans les effets tentateurs que produirait un pareil Appel au travail, à un travail bien défini, sur l'imagination et la raison de ces bons travailleurs qui sont innombrables en France.

Le Siège central de l'Action française supplie donc ses ligueurs d'ajouter à la propagande de nos doctrines une définition, la plus claire possible, de nos plans de travaux. La claire vérité possède un attrait magnifique. Quand on saisira bien notre conspiration, toute la France active, tous les Français majeurs voudront conspirer avec nous.

Appendice II
Trois consciences délicates

> « Prenons donc les amis les plus chers du pouvoir actuel, les plus fidèles de l'escorte prétorienne de Clemenceau. Ayons l'argent, et par l'argent achetons tous les moyens et tous les mobiles. Achetons les femmes, achetons les consciences, les trahisons… » (cf. *supra*, fin du témoignage concernant le général Dessirier.)

Un publiciste démocrate et libéral que j'ai publiquement pris en flagrant délit de fraude et de substitution de signature, après que je l'eus réduit au silence dans un débat de philosophie politique (comme on pourra s'en rendre compte en se reportant à la revue d'Action française du 15 mai 1908 « Un agresseur »), cet homme a cru trouver dans les lignes citées plus haut la matière d'un grand scandale. Il les a déclarées « abominables » (*Bulletin de la semaine* du 18 mars 1908). Nous n'avons attaché aucune importance à l'épithète. Elle était sans autorité. L'année suivante, le 8 juin 1909, dans *Le Peuple français*, un autre bon apôtre, M. Henri Bazire, se trouvant gêné par les observations que nous lui avions faites la veille, remontait à l'épithète du *Bulletin de la semaine*, vieille d'un an, et la reprenait à son compte. Mais M. Bazire négligeait de faire la citation complète, et, citant la phrase sur l'argent, les femmes, les consciences, oubliait les paroles antérieures : « Prenons donc les amis les plus chers du pouvoir actuel, les plus fidèles de l'escorte prétorienne de Clemenceau », phrase qui limitait à un certain groupe de personnalités déjà corrompues le cercle où il convient d'opérer les achats, phrase qui exclut toute idée de corruption et qui se borne à conseiller d'acheter ce qui est à vendre. Criton, dans sa revue de la presse de l'Action française quotidienne, disait, le 9 mai 1909, à ce propos « J'avoue que, même devant cette denrée, on peut hésiter. Il y a un culte de la dignité de l'homme qui peut arrêter net toute tentation, toute sollicitation

d'un tel ordre. On peut préférer la décadence de son pays, la ruine de la France, la mort de toute civilisation, à l'acte de Henri IV achetant tour à tour tel puissant huguenot, tel redoutable ligueur. Ces nobles pudeurs sont possibles. Mais les héros capables de surmonter l'évidence du bien public par souci et respect de la nature humaine, ne font généralement pas de la politique. C'est au désert, au fond des cloîtres, qu'on les trouve, et nous ne demanderions pas mieux que d'assimiler la rédaction du *Peuple français* à quelque introuvable Chartreuse devant laquelle nous n'aurions qu'à répandre un hommage de vénération et d'admiration. Seulement, ceux qui poussent jusque-là le scrupule sont aussi des citateurs exacts et complets. Ils ne tronquent jamais un texte pour lui faire dire plus qu'il ne dit ». Et Criton terminait en produisant un renseignement sur la moralité politique de l'écrivain qui s'était montré offusqué de notre immoralité ; comme il partait un jour pour les grandes manœuvres électorales, le candidat Bazire avait déclaré, devant témoins, ceci : « Je dépose ma conscience au fond d'un tiroir. Je la reprendrai au retour. » Que fit M. Bazire, temporairement allégé de sa conscience ? N'approfondissons rien. Bornons-nous à lui conseiller de ne plus faire l'hypocrite ou d'attacher le masque solidement.

L'auteur de la phrase incriminée par M. Bazire, M. Poulard, écrivit le lendemain au *Peuple français* un complément d'explication fort curieux :

> Sans vous citer les exemples historiques, qui prouvent la valeur de cette tactique d'achat d'influences, exemples que Criton vous a cités, je vous dirai, en trois points, ceci :
>
> 1. Nous sommes d'accord sur ce point que la République, actuelle pour vous, tout court pour moi, mène la Patrie et l'Église à sa ruine ;
> 2. Je constate que par les moyens... honnêtes (?)... de l'éducation du suffrage universel, M. Piou reçoit tous les quatre ans les plus formidables raclées qui se puissent imaginer ;
> 3. J'en suis arrivé à me convaincre, grâce à l'Action française, que, du suffrage universel, principe faux du gouvernement, ne peut sortir que le mal, et du mal, le pire.
>
> Ceci posé, je me demande, le plus honnêtement du monde, je vous l'assure : dois-je laisser la Patrie et l'Église périr, plutôt qu'un principe contestable ? Je n'ai pas cet héroïsme, et je dis : achetons ce qui est à vendre, s'il n'est pas de meilleur moyen. Ceux qui sont allés, par intérêt, aux étrangers, ramenons-les, par intérêt, à la France. Permettez-moi de vous faire remarquer qu'il est beaucoup moins coupable de tenter cet achat de personnages mille fois vendus, mille fois achetés, et dont la conscience n'est plus à corrompre, que de salir,

de pourrir des milliers de cerveaux et de cœurs au cours d'une période électorale.

J'ai d'ailleurs un répondant dont vous ne contesterez pas, je pense, la haute valeur. Mgr Montagnini écrivait le 9 avril 1905 à Mgr Merry del Val (*cf. Figaro* du 2 avril 1907) : « Au moyen de sommes d'argent, on pourrait peut-être, selon Piou, obtenir que Clemenceau soit disposé à ce qu'on laissât toutes les églises aux catholiques... mais Piou m'a dit qu'il faudrait une somme trop forte... »

Ainsi M. Piou, sur le témoignage qu'il a vainement contesté, de Mgr Montagnini, a délibéré de procéder à l'achat de M. Clemenceau. Ainsi M. Bazire jette sa conscience dans un tiroir dès qu'il parle de se porter candidat à la Chambre. Ainsi M. Fonsegrive, qui n'a même pas l'excuse d'un service public et constitutionnel, fraude les textes qu'il cite et opère des substitutions de signatures toutes les fois que la manœuvre est jugée favorable à un intérêt qu'il soutient. Et ces honnêtes gens crient à l'abomination quand nous souffrons que l'on trafique pour le salut de la nation, des personnes corrompues et des consciences vénales ! Nous en ririons si les clameurs de ces hypocrites n'avaient su émouvoir de très nobles scrupules dont on trouvera trace dans les belles pages que l'on a bien voulu nous consacrer aux *Études religieuses*. Mais n'était-il pas digne de l'intelligence et de la vertu du collaborateur des *Études* d'examiner d'un peu plus près les indignes sources du reproche ainsi formulé et propagé ?

Ces observations faites, il ne sera pas sans importance de répéter que la théorie de la corruption proprement dite, considérée comme élément essentiel du Coup, est formellement écartée à deux reprises [43] de la présente brochure, pour des raisons toutes politiques du reste, comme l'ordre des choses dont il est raisonné ici.

[43] Le texte original précise : « page 11 et page 53 ». (N. D. É.)

Table des matières